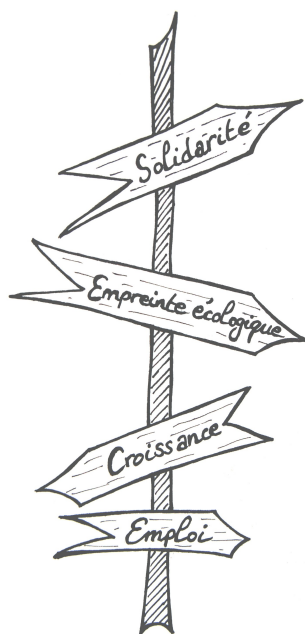


Benjamin Grebot

Quelques pas dans le bon sens



Benjamin Grebot

**Quelques pas
dans le bon sens**

© 2011 – Benjamin Grebot

Copyleft : cette œuvre est libre, vous pouvez la copier, la diffuser et la modifier selon les termes de la Licence Art Libre : <http://www.artlibre.org>

Merci à
Christèle et sa lutte contre la misère avec
ATD Quart-Monde
Daniel et son soutien aux enfants de Tchernobyl
Émilie et son engagement pour une agriculture
respectueuse de l'homme et de la Terre

Alice, Julien et Murielle
pour leur engagement et leurs relectures critiques

La société française semble s'enfoncer dans les crises. Crise économique, avec un taux de chômage qui reste depuis des années à un niveau élevé, une désindustrialisation qui se poursuit, une balance commerciale déficitaire, un endettement public qui atteint un niveau record. Crise sociale, liée à la précarité de l'emploi, la remise en cause de nos systèmes de solidarité, un accroissement des inégalités entre riches et pauvres¹, la crainte du déclassement et, au final, une qualité de vie qui ne progresse plus d'une génération à l'autre, voire qui régresse. Crise environnementale également, avec un climat qui se dérègle, une biodiversité qui s'effondre et des risques liés à de nouvelles technologies qui restent mal évalués. Crise démocratique enfin, avec une abstention électorale chroniquement élevée, une perte de représentativité des élus, des dérives institutionnelles telles que la mainmise du pouvoir exécutif sur le Parlement et la tentation de ce même exécutif de contrôler la Justice. Même nos libertés connaissent des coups de rabots, que ce soit pour des motifs

1 L'Observatoire des inégalités indique qu'entre 1998 et 2008 le niveau de vie moyen des 10 % les plus pauvres est passé de 7 100 € à 8 070 € annuels (+13,7 %) alors que dans le même temps celui des 10 % les plus riches est passé de 42 270 € à 53 800 € annuels (+27,3 %).

sécuritaires² ou en raison du mésusage que nous en faisons³.

Ces tendances ne sont pas nouvelles et nous conduisent majoritairement à appréhender l'avenir avec pessimisme. Ces tendances ne sont tellement plus nouvelles que personne ne peut prétendre qu'il s'agisse d'un problème passager, conjoncturel. Nous avons un problème structurel et il faut envisager une nouvelle organisation de notre société pour le surmonter. Nous ne pourrions pas, contrairement à ce que promettent certains, nous en sortir par une simple course à la compétitivité qui signifie en fait pression sur les salaires, précarisation de l'emploi, réduction des services publics. Il nous faut être plus ambitieux.

La France n'a jamais été aussi riche qu'en ce début de XXI^{ème} siècle⁴ et elle dispose de forts atouts, notamment dans le niveau d'éducation de sa population, la qualité de ses équipements, la résilience de ses institutions et de ses systèmes de solidarité. Pour retrouver le chemin du progrès, au sens du développement humain, il nous faut reposer ensemble la question de la société que nous souhaitons et en déduire les changements qui s'imposent. Il s'agit pour beaucoup de

2 Malgré la censure de treize de ses articles par le Conseil constitutionnel la 2^{de} loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure permet, par exemple, l'instauration d'un couvre-feu pour les mineurs.

3 La liberté syndicale est ébranlée par le déclin rapide du nombre de syndiqués et l'instauration d'un service minimum dans plusieurs secteurs.

4 Voir *Bulletin de la Banque de France* n°175, 1er trim. 2009, et *Insee Première* n°1305, juillet 2010.

questions de bon sens et les Français ne s'y trompent pas quand ils manifestent leurs désaccords avec les politiques économiques similaires menées par la droite et la gauche ces dernières années. Essayons donc modestement de remettre les choses dans l'ordre.

Français, nous sommes attachés à la République et aux valeurs qu'exprime notre devise *Liberté, Égalité, Fraternité*. La liberté nous donne une ambition commune au monde anglo-saxon, tant dans la liberté d'opinion et d'expression que dans la liberté d'entreprendre. Elle est tempérée par l'exigence d'égalité, qui rappelle l'abolition des privilèges, l'opposition à toute forme de discrimination. La fraternité, héritage religieux, est moins évoquée aujourd'hui sous cet intitulé même si les valeurs de solidarité et d'équité restent au cœur du pacte national et fondent notamment notre système de sécurité sociale. Nous prenons également conscience de notre solidarité d'avenir avec l'ensemble des peuples de la Terre, à l'heure où les changements environnementaux nécessitent une réponse cohérente au niveau planétaire. La France est fière de porter ces valeurs et les principes démocratiques qui les sous-tendent ; elle affirme même leur caractère universel⁵. De fait, porter cet idéal républicain de

5 L'article premier de la Déclaration universelle des droits de l'homme reprend d'ailleurs les trois termes de notre devise : Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

liberté, d'égalité et de fraternité reste d'une formidable actualité tant il est aujourd'hui ébranlé.

Il nous faut donc concevoir, dans le respect de l'équilibre que traduit notre devise, un nouveau projet vecteur de progrès pour la nation. Un projet qui réunisse au delà des clivages partisans entre gauche et droite, un projet qui fonde en quelque sorte un nouveau pacte national.

Pour cela quelques clés, que nous développerons.

D'abord la France peut, et à mon sens doit, assurer à chacun la certitude d'un avenir apaisé car dégagé de toute menace relative à sa sécurité matérielle et sociale. Cette garantie est nécessaire pour restaurer notre confiance en l'avenir et nous redonner le goût d'entreprendre. Elle est la condition d'une liberté individuelle restaurée.

Il nous faut donc examiner comment la France peut en supporter le coût alors qu'elle est confrontée à une concurrence internationale qui pousse à réduire tout ce qui s'apparente à une charge grevant sa compétitivité. Il paraît aujourd'hui évident que préserver notre système de sécurité matérielle et sociale sans mettre en péril nos entreprises nécessite de faire évoluer les règles du jeu économique mondial. Seule, la France n'est manifestement pas en capacité de le faire. L'Union européenne a en revanche la taille suffisante. Alors que la montée des nationalismes atteste de préoccupations communes dans les différents États membres, nous devons convaincre

nos partenaires qu'une réponse coordonnée à l'échelle européenne est nécessaire.

Apporter des changements à l'organisation économique mondiale pour préserver les droits européens ne saurait toutefois être accepté à l'échelle planétaire que si ces changements permettent dans le même temps aux peuples des pays du Sud⁶ de développer les leurs. Il s'agit donc de voir comment nous pouvons renverser la tendance actuelle qui pousse à un alignement des droits par le bas pour passer à un système vertueux d'harmonisation par le haut.

Convergence des droits ne signifie pas pour autant généralisation du mode de vie Nord-occidental. Si la diffusion de nos principes démocratiques peut être souhaitable⁷, il en va tout autrement pour nos modes de production et de consommation. Nous savons en effet que nos sociétés consomment trop de ressources naturelles pour que notre mode de vie puisse être étendu à l'échelle de la planète⁸.

6 J'emploierai l'expression « pays du Sud » pour désigner ceux qui ne bénéficient pas de droits démocratiques, sociaux et environnementaux équivalents aux nôtres. Bien qu'insatisfaisante, elle est moins connotée que pays pauvres ou en développement. Il faut donc considérer que l'Australie est un pays du Nord alors que l'Ukraine, la Biélorussie, la Russie sont des pays du Sud.

7 Les périodes de transition vers la démocratie sont cependant souvent difficiles.

8 L'empreinte écologique mesure les surfaces biologiquement productives mobilisées pour satisfaire la consommation d'un individu et recycler ses déchets. Le WWF indique que si tous les humains vivaient comme un habitant des États-Unis, il faudrait 5 planètes. Si tous les humains vivaient comme un Français, il faudrait 2,5 planètes.

<http://wwf.fr/s-informer/calculer-votre-empreinte-ecologique>

Permettre une amélioration du niveau de vie des pays du Sud nécessite donc que nous concevions à l'échelle planétaire des modes de production et de consommation compatibles avec l'objectif de réduction globale de notre empreinte écologique.

A ces conditions nous pourrions redonner aux Français, aux Européens, aux Peuples du monde une prise sur leur avenir et leur ouvrir des perspectives de sécurité économique, sociale, environnementale. Nous pourrions ouvrir une nouvelle voie d'initiatives et de progrès qui réduira le risque de repli communautaire et contribuera donc à préserver la possibilité d'un monde géré dans un cadre démocratique.

Comme tout changement, la transition ne saurait être facile, car elle impose de savoir faire évoluer nos comportements individuels et de faire prévaloir en tout temps l'intérêt général sur les intérêts particuliers. Tous ceux qui tiennent leur pouvoir de l'ordre (ou plutôt du désordre) actuel n'auront bien évidemment pas la volonté d'avancer sur cette voie. Car à bien des égards le besoin d'ordre continue à être perçu comme un besoin supérieur au besoin de justice⁹. L'ordre ne peut cependant être une valeur qu'en ce qu'il est une condition de la justice. Il est donc temps de changer l'ordre des choses pour ouvrir la voie à la construction d'une mondialisation juste car menée par et pour les peuples.

9 Ce dont témoigne par exemple la décision de l'agence de notation Moody's d'abaisser la note souveraine de la Tunisie après la chute du régime Ben Ali.

Reconnaître quelques évidences économiques

Le système économique mondial est aujourd'hui tout entier orienté vers la recherche de profit à la fois dans « l'économie réelle » et « l'économie virtuelle », cette finance devenue maîtresse dans l'art de la spéculation.

Arrêtons-nous un instant sur ces constats.

Dans le secteur de l'économie dite réelle, c'est à dire là où les transactions financières reflètent un échange de biens ou de services, les entreprises sont soumises à une concurrence internationale qui les pousse dans une perpétuelle quête de gains de productivité, pour rester compétitives. Ce qui veut concrètement dire, dans une logique trop souvent court termiste, réduire tous les coûts de production : poids des salaires, des investissements, de l'entretien de l'appareil de production. Au risque de fragiliser durablement jusqu'à l'entreprise elle-même.

Si cette concurrence se manifeste surtout dans les secteurs pour lesquels le lieu de production d'un bien ou d'un service importe peu, comme c'est le cas pour une part significative du secteur industriel¹⁰, elle se répercute aussi dans des

10 D'après le ministère de l'économie, l'industrie française a perdu, de 1980 à 2007, 1 913 500 emplois, soit 36 % de ses effectifs. 96 % des pertes ont eu lieu dans l'industrie manufacturière. Trois raisons sont avancées : un transfert de certaines tâches vers les sociétés de service, expliquant 25 % des pertes d'emplois industriels, une meilleure productivité, expliquant 30 % des pertes, et la délocalisation de certaines productions, plus difficile à quantifier (sic).

secteurs comme le tourisme, le commerce, le bâtiment et l'agriculture, soumis aux mêmes exigences de rentabilité et donc de réduction de charges. La pression touche jusqu'aux commerçants, artisans, patrons de petites et moyennes entreprises qui n'ont d'autres solutions, en dehors de marchés de niche, que de s'aligner sur ces tendances globales. L'exemple agricole, largement transposable aux autres secteurs, illustre bien cette dynamique impitoyable : quand les cours baissent, préserver le revenu global de l'entreprise nécessite d'augmenter la production, et donc d'investir dans des matériels toujours plus performants. Et quand la production augmente, les cours tendent à baisser. L'exploitant s'engage donc dans une fuite en avant qui conjugue un lourd endettement et une plus grande vulnérabilité aux aléas conjoncturels. Dans cette course effrénée, seul le plus puissant peut espérer s'en sortir.

Pendant que certains courent pour assurer la survie de leur entreprise, d'autres observent et font des paris. Mais ils ne se contentent pas de parier entre eux, ils interfèrent dans le jeu économique. Alors que la finance devrait soutenir les entreprises en leur permettant d'investir dans l'innovation et le développement, elle a pris une importance démesurée en se mettant à spéculer sur n'importe quoi : l'informatique, l'immobilier, les monnaies, la dette des États, les ressources énergétiques, les matières premières agricoles... La course à la rentabilité financière suscite des mouvements erratiques. Lorsque des bulles se forment, quelques financiers s'enrichissent très vite. Lorsqu'elles éclatent, des populations, immensé-

ment plus nombreuses, n'ont, selon les cas, plus les moyens de se loger, de se chauffer, de se nourrir. Même les États sont confrontés au risque de déclassement lorsque les banques ne leur prêtent plus : c'est ce que nous ont appris récemment les crises grecque, portugaise, irlandaise.

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que l'organisation économique actuelle ne se soucie guère de l'intérêt général des populations. Au contraire, la course effrénée à la compétitivité conduit à une pression à la baisse sur les salaires et les droits sociaux des travailleurs occidentaux, mis en concurrence avec, par exemple, les ouvriers chinois ou indiens. Il en résulte très logiquement un accroissement de la précarité du travail et une réduction de l'ensemble des acquis sociaux.

Les Chinois ou les Indiens ne sont pourtant pas les premiers responsables de cet état de fait. Ce sont bien nos dirigeants et les patrons de nos groupes industriels et financiers qui ont organisé l'ouverture des frontières et les délocalisations permettant de produire plus à moindre coût. Avec notre bénédiction active, nous les citoyens consommateurs qui avons cautionné cette stratégie quelques fois par nos votes et très souvent par nos achats.

La question est donc, jusqu'où accepterons-nous d'aller dans ce déclassement sans réagir ?

Une société méfiante, en proie à la crainte du déclassement, conduit trop souvent au repli sur soi.

Il est alors tentant de voir dans l'autre, en particulier lorsqu'il est différent, le responsable de nos maux, et donc d'en faire un adversaire à combattre et vaincre, afin de protéger notre propre situation. Et pourtant nous détenons une part significative de la solution pour nous en sortir. Dans nos comportements individuels de citoyens et de consommateurs, et dans la responsabilité de nos représentants qui ont, cédant aux sirènes des grands groupes, défini les règles du jeu économique mondial. Ou plus exactement, qui ont progressivement affaibli les règles en nous faisant tendre vers cette loi bestiale, la loi du plus fort.

Si nous refusons le déclassement, si nous ne voulons pas connaître à nouveau les menaces des dérives totalitaires, si nous voulons renforcer nos régimes démocratiques et continuer sur la voie du progrès humain, il nous faut nous accorder sur un nouveau projet de société, accepter de modifier nos comportements en conséquence, et en déduire de nouvelles règles du jeu économique. Car après tout, l'économie n'est qu'un mode d'organisation d'échanges entre les hommes. Il existe beaucoup d'échanges, culturels, amicaux, familiaux, en dehors de l'échange économique. Il existe aussi des sociétés où les échanges économiques se font sans monnaie, à travers le troc par exemple. Tout est donc affaire de conventions puis de cohérence dans nos comportements au regard du projet de société que nous souhaitons voir advenir.

Refuser le déclassement, organiser la poursuite du progrès humain

La première des urgences me semble, pour sortir de la sinistrose ambiante, de restaurer notre confiance en l'avenir. A défaut de promesses idylliques, il semble qu'un minimum serait d'assurer à chacun, et réellement, qu'il aura en tout temps les moyens de subvenir à ses besoins, quelles que soient les fluctuations de son activité et les éventuels accidents de parcours qu'il pourrait rencontrer dans sa vie personnelle ou professionnelle. Puis de redessiner un projet de société dans laquelle chacun aura des perspectives pour entreprendre, réaliser ses projets, pour s'épanouir socialement et culturellement, nous y reviendrons.

La première pierre est donc une sorte d'assurance tous risques. Nous en rêvons, certains l'ont fait. Les grands patrons ont inventé le « qui perd gagne », autrement nommé parachute doré. D'autres ont, avec la complicité de l'État, inventé « la privatisation des profits et la nationalisation des pertes ». Ainsi les banques engrangent les profits quand la conjoncture est bonne et sont sauvées par les états lorsque la tempête arrive. Peu reconnaissantes, elles s'empressent de spéculer sur la dette des dits états. Sans être aussi prétentieux que les grands patrons, et plutôt qu'une approche au cas par cas, corporation par corporation, il doit être possible d'imaginer une société dans laquelle nous n'aurions plus peur des accidents de la vie et des soubresauts de nos parcours professionnels parce que nous aurions la

garantie de pouvoir continuer malgré tout à subvenir à nos besoins.

Sur le principe, les assurances contre les accidents de la vie existent déjà et portent un nom : assurance maladie, assurance chômage, assurance vieillesse. Mais leur évocation, face à la notion de parachuté doré, fait sourire tant le niveau de couverture est incomparable. D'autant que, sous prétexte de déficit des différentes branches de notre système de sécurité sociale, les droits sont régulièrement réduits. On a donc inventé d'une part des assurances complémentaires privées, pour ceux qui peuvent se les payer et, à l'opposé, des dispositifs palliatifs supplémentaires : la couverture maladie universelle pour ceux qui n'ont « pas droit à la sécu », le revenu minimum d'insertion (RMI), devenu revenu de solidarité active (RSA), pour ceux qui n'ont « pas droit au chômage » et le minimum vieillesse, devenu allocation de solidarité aux personnes âgées, pour ceux qui n'ont « pas droit à la retraite ».

Au contraire d'un système de solidarité nationale, valable pour tous, l'écart se creuse entre ceux qui peuvent se payer une complémentaire santé, qui disposent de revenus complémentaires à leur salaire, qui se constituent une retraite par capitalisation et ceux qui n'ont accès qu'au minimum qui ne permet pas d'assurer un niveau de vie décent. Heureusement la France dispose encore de services publics, bien qu'ils soient menacés. L'accès à l'école, à la justice, voire à l'hôpital reste dans une certaine mesure possible indépendamment de nos revenus. Mais avoir un

logement n'est pas garanti, alors même que la loi le prévoit. Avoir de quoi nous nourrir, nous laver, nous chauffer, n'est pas non plus garanti.

Dans une France où l'égalité et la fraternité seraient de nouveau des valeurs cardinales, il est clair que notre système de sécurité sociale devrait être profondément revu. Il doit d'abord être revu pour que nous ayons tous les mêmes droits. Il faut reconstruire un système unifié, seul moyen d'éviter les dérives et la stigmatisation des « nantis » d'un côté et des « assistés » de l'autre. Très clairement les systèmes d'assurances complémentaires doivent être supprimés et réintégrés au régime général, ce qui implique de revoir considérablement le niveau d'ambition de l'ensemble de notre sécurité sociale. Nous devons également combler quelques manques importants afin d'assurer un accès effectif au logement, à l'énergie, à l'eau et l'alimentation.

Je ne développerai pas ici les mécanismes envisageables pour répondre à cette ambition, l'objectif n'étant pas de rentrer dans une discussion technique sur l'intérêt de telle ou telle mesure. Mon propos est ici de savoir quels objectifs nous souhaitons nous fixer, pour ensuite en tirer les conséquences. Je n'évoquerai donc que brièvement, à titre d'illustration et de symbole, la mise en place d'un revenu universel d'existence, ou revenu de base¹¹. C'est un revenu auquel tout citoyen a droit, de sa naissance à sa mort, indépendamment de ses autres revenus. Il devrait être fixé à un niveau qui permette de couvrir les

11 <http://le-revenu-de-base.blogspot.com/>

besoins vitaux de l'individu. Son financement peut être permis par la progressivité de l'impôt sur les revenus ou par toute autre forme de prélèvement, en faisant un outil puissant de redistribution visant à assurer que quels que soient nos choix de vie et les accidents que nous rencontrerons, notre famille aura l'assurance de pouvoir se loger, se nourrir, se soigner.

Bien sûr, un repas et un toit c'est, avec l'accès à la santé, le strict minimum. Combien n'y ont cependant pas accès ? Au cours de leur campagne 2009-2010, les seuls Restos du Cœur ont accueilli plus de 830 000 personnes. Mais considérer ce minimum vital ne saurait suffire pour assurer à chacun la possibilité de s'épanouir.

L'Homme n'est Homme qu'en ce qu'il est un être social et cultivé. Cultivé, au sens de la conscience de soi, de la connaissance de la société dans laquelle il évolue, de la compréhension et de la réflexion sur les règles qui organisent la vie commune. Dès lors, il est établi que l'épanouissement individuel passe nécessairement par un accès à l'éducation, à l'information, à la culture et bien sûr à la justice. Au delà des principes, il s'agit bien entendu de raisonner non en termes de moyens mais de résultats. Si un citoyen, bien qu'ayant formellement le droit de saisir la justice, n'a pas la capacité de plaider sa cause, alors il n'a, en fait, pas accès à la justice. Si un enfant est scolarisé mais qu'il est en échec scolaire, il n'a, en fait, pas réellement accès à l'éducation. Soyons même plus exigeants : tout élève qui sort du système éducatif sans avoir développé un

minimum de sens critique représente un échec pour la nation. Cette ambition n'est pas la moindre, quand on constate aujourd'hui, après de multiples crises, que les écoles de commerce comme les écoles d'ingénieurs redécouvrent la nécessité de cultiver le sens critique de leurs élèves, pourtant abreuvés de connaissances. Ce qui implique qu'ils aient assimilé dans leur formation secondaire les bases de l'écologie, de la sociologie, de l'économie, et qu'ils aient appris à observer, douter, proposer et débattre pour mieux comprendre le fonctionnement de nos sociétés¹².

Alors que les écoles manquent de moyens, que la justice est engorgée, que les prisons sont surpeuplées et délabrées, il est plus qu'urgent de mener les réformes nécessaires. En allant au cœur du système. Il s'agit par exemple, dans les domaines cités, d'organiser l'école en fonction des rythmes et des capacités des enfants, d'assurer que la justice préserve l'innocent tout autant qu'elle condamne le coupable, de ne recourir à l'emprisonnement qu'en dernier recours et de tout faire pour que la prison soit le lieu de la préparation du retour à la vie sociale.

12 L'écologie, c'est à dire le fonctionnement de la Terre et des écosystèmes, pour ne jamais perdre de vue que l'homme est un organisme vivant qui ne saurait s'extraire de sa nature biologique. La sociologie pour comprendre le fonctionnement des groupes humains et leurs interactions. L'économie pour comprendre les règles qui organisent les échanges de biens et de services et les hypothèses théoriques sous-jacentes. L'observation, le questionnement, la proposition et le débat enfin, démarches communes à la science et la philosophie pour faire progresser la connaissance.

Affirmons-le sans ambiguïté, le progrès est dans l'éducation, l'engagement social, la liberté d'initiative permise à chacun. Cela représente un coût que nous ne pourrions en aucun cas assumer si nous prétendons rendre notre pays compétitif avec des pays qui ne sont dotés ni de droits ni de services comparables. Il nous faut donc choisir. Pour ma part, je choisis de cultiver la liberté créatrice et la solidarité entre les hommes. C'est ensemble que capacité de création et solidarité font la richesse du corps social.

Remettre en cause cette concurrence imposée et inégale appelée libre-échange

L'économie mondiale repose aujourd'hui sur le principe de libre-échange, en vertu de l'efficacité qui est supposée se dégager spontanément d'un système de concurrence libre et non faussée. Si la liberté d'entreprendre et la concurrence sont des facteurs d'innovation et d'émulation qui peuvent conduire à une certaine efficacité économique, le problème est que la concurrence qui s'exerce dans nos pays n'est en réalité ni libre, ni non faussée.

La concurrence n'est manifestement pas libre, puisqu'elle est imposée. Ainsi la France, attachée à ses services publics, n'a pu suivre d'autre voie que d'ouvrir à la concurrence des secteurs aussi importants que les télécommunications (en privatisant du même coup France Télécom), les communications (changement de statut de La Poste), les transports (la SNCF n'est plus seule à affréter des trains), l'énergie (EDF). Cette dynamique ne serait pas tant contestable si elle avait résulté d'un choix explicite des peuples et s'il était encore possible, au moins théoriquement, d'inverser ce choix. Mais ces règles ont été largement édictées par les instances éminemment non démocratiques que sont la Commission européenne et l'Organisation mondiale du commerce. Elles reviennent très clairement à priver les peuples d'une part de leur souveraineté. Le vote négatif du peuple français lors du référendum sur le traité constitutionnel européen a traduit ce rejet de politiques libérales ; le pouvoir s'est explicitement assis dessus.

Au delà, la concentration des acteurs économiques dans la plupart des secteurs (banque¹³, énergie, informatique, téléphonie, grande distribution¹⁴, agro-alimentaire, pharmacie, traitement des déchets, construction, armement, médias¹⁵,...) conduit à une concurrence très limitée voire des ententes que les autorités de régulation condamnent périodiquement, sans pour autant parvenir, ni même chercher, à les maîtriser réellement. La tendance à la concentration est un des travers du capitalisme que la réglementation doit s'attacher à mieux corriger, ce qui ne peut que passer par un plafonnement des parts de marché que détient un opérateur¹⁶.

La concurrence est également faussée en ce que les règles de production diffèrent selon les pays. Ricardo nous a appris que dans un contexte de libre-échange, chaque pays est conduit, pour

13 Selon la Commission bancaire, la part de marché des cinq premiers établissements sur le crédit aux particuliers est passée de 54,81 % en 1997 à 81,19 % en 2004.

14 L'Autorité de la concurrence indique que le secteur de la distribution alimentaire se caractérise par une concentration élevée, proche de celle d'un oligopole. Les groupes Auchan, Carrefour, Casino, E. Leclerc, ITM Entreprises et Système U détenaient, début 2009, près de 85 % de parts de marché.

15 L'Observatoire français des médias met en évidence, sur son site Internet, la position dominante des groupes Bouygues, Vivendi, Dassault, Lagardère en présentant leurs liens avec les chaînes de télévision, les titres de presse et les sociétés d'édition.

16 Lorsqu'il est plus efficient de ne recourir qu'à un seul opérateur, celui-ci doit être public. C'est le cas par exemple pour la gestion des réseaux d'eau et d'électricité, secteurs dans lesquels il est exclu que chaque fournisseur crée ses propres infrastructures.

augmenter sa richesse, à se spécialiser dans la production pour laquelle il dispose de la productivité la plus forte ou la moins faible, comparativement à ses partenaires. Selon la théorie des avantages comparatifs, un producteur de tomates d'un pays chaud devrait donc être avantagé par rapport à un producteur néerlandais puisque, toutes choses égales par ailleurs, il n'a pas besoin de serres chauffées. Le problème réside dans le « toutes choses égales par ailleurs » et conduit au fait invraisemblable que les Pays-Bas sont bien producteurs de tomates.

Si le principe de libre-échange nous pose aujourd'hui tant de problèmes, c'est qu'il ne garantit surtout pas que toutes choses sont égales par ailleurs. En fait, le libre-échange dit presque le contraire puisqu'il dit que lorsque deux produits répondent aux mêmes normes il ne doit pas y avoir de différence d'accès au marché entre un produit local et un produit importé. Donc un produit asiatique, par exemple, se retrouve en concurrence avec un produit européen, bien que les exigences sociales et environnementales soient plus fortes au sein de l'Union européenne. Concrètement, on n'est pas du tout dans le toutes choses égales par ailleurs et si la Chine s'en sort, c'est d'abord parce qu'elle exploite plus ses travailleurs et pollue davantage la planète¹⁷. Dit autrement, quand un producteur européen délocalise, il exporte de

17 Ce qui montre que l'efficacité économique ne peut être recherchée à tout prix. La course à la productivité doit être tempérée par la nécessité de préserver la fonctionnalité des écosystèmes planétaires et par le respect des normes sociales que nous avons choisies.

l'injustice, de l'exploitation sociale et des nuisances environnementales. Et comme la concurrence, loin d'être égale, est en plus imposée, les Européens ne peuvent pas dire « interdisons ces importations tant que les Chinois ne répondront pas aux mêmes normes démocratiques, sociales et environnementales que nous ». Ce serait pourtant la meilleure façon de tirer la mondialisation vers le haut¹⁸.

L'objectif ne doit donc pas être de rejeter l'objectif d'efficience associé à l'idée de concurrence libre et non faussée, mais bien d'approcher les conditions d'une concurrence qui soit effectivement libre, au sens de librement consentie, et non faussée, dans le sens où toutes les normes attachées au produit, le régime démocratique, les droits sociaux et les règles de protection de l'environnement sont identiques. C'est en fait s'assurer que la compétition s'établisse entre des systèmes de production dont les environnements juridiques et institutionnels seraient analogues. Dès lors, la différence de prix entre produits serait liée :

- évidemment à la différence des coûts de transport ;
- à l'efficience du système de production en lui-même, et à l'efficience des systèmes institutionnels, à niveau de protection équivalent.

Il y aurait donc une incitation à aller vers un système de protection plus efficient, ce qui semble

18 Les frontières, ouvertes pour les capitaux et les marchandises, restent paradoxalement fermées pour les personnes, nos pays allant jusqu'à refuser d'accueillir ceux qui fuient la guerre.

légitime, et à efficience égale, à privilégier la production locale, ce qui relève du bon sens. En tout état de cause, il s'agit de contre-carrer la tendance actuelle à niveler les droits démocratiques, sociaux et environnementaux par le bas au nom du soit-disant libre-échange. En posant cet objectif, nous posons en fait celui d'une mondialisation qui implique une harmonisation des droits par le haut, une mondialisation acceptée parce que régulée, une mondialisation au bénéfice des peuples parce qu'elle fait prévaloir l'intérêt général sur le seul intérêt économique.

Reconquérir une part d'indépendance économique

Il est manifestement prématuré d'envisager des règles démocratiques, sociales et environnementales harmonisées à l'échelle mondiale. Mais l'Union européenne peut le faire à son échelle, à condition qu'elle s'extraie de la concurrence inégale dans laquelle elle s'enlise. Changer de modèle économique et restreindre l'accès au marché français ou européen des produits ne provenant pas de pays dotés de droits comparables aux nôtres ne se fera toutefois pas du jour au lendemain. La France et l'Union européenne sont évidemment trop dépendantes de leurs importations dans des secteurs majeurs comme l'énergie et les produits manufacturés de consommation courante. Dans la finance, le retrait des capitaux ne provenant pas de pays ayant des droits analogues aux nôtres serait également ravageur. Le secteur agricole serait lui aussi impacté, mais avec probablement une plus grande capacité à tirer son épingle du jeu, pour des raisons sur lesquelles nous reviendrons.

Le changement instantané de modèle économique est donc exclu et la transition à moyen terme est difficile à envisager. Mais cette transition n'est pas impossible. Elle demande qu'on s'y attèle avec détermination et persévérance. Nous pourrions d'autant plus facilement l'engager que nous aurons réduit notre dépendance aux marchés extérieurs

dans les secteurs stratégiques de notre économie¹⁹.

Prenons quelques exemples qui nous permettront d'identifier des pistes d'action.

Dans le secteur de l'énergie tout d'abord. Nous savons que pour limiter les risques liés au changement climatique il est nécessaire de réduire de manière drastique nos émissions de gaz à effet de serre (le fameux facteur 4, qui signifie une division par quatre de ces émissions par rapport au niveau de 1990). Dans le même temps la demande énergétique continue à croître fortement à l'échelle mondiale, notamment du fait de la croissance en Inde et en Chine, et les réserves en ressources fossiles s'amenuisent. Il en résulte de fortes tensions que reflète, avec quelque nuance, le prix de l'énergie (pétrole, gaz, charbon et *in fine* électricité). Les conséquences géopolitiques de cette situation ne sont pas des plus rassurantes, si nous gardons à l'esprit que la Russie et l'Iran sont les premiers producteurs de gaz et que l'OPEP a la main sur environ la moitié de la production mondiale de pétrole. La tentation est donc forte, pour la France, de continuer à « sécuriser » ses filières d'approvisionnement en uranium et autres matières premières, c'est à dire de continuer à user de ses capacités financières et militaires, y compris les plus occultes, pour s'assurer la bienveillance des gouvernements concernés, et d'entretenir

19 D'après les données de la direction générale des douanes, le déficit commercial de la France s'est élevé, en 2010, à 51 milliards d'euros. La facture pétrolière a représenté à elle seule 47 milliards d'euros.

notamment le système néo-colonial baptisé Françafrique²⁰.

Que nous privilégions l'approche environnementale, l'approche économique, ou l'approche géopolitique, tout nous incite à examiner en urgence les voies de réalisation d'économies d'énergie. Si personne ne l'a réellement fait jusque là, c'est parce que cet intérêt général évident heurte de manière frontale l'intérêt particulier de groupes puissants, à commencer par les groupes énergétiques qui n'ont aucun intérêt à voir la demande baisser. Mais tenons-nous en à l'intérêt général. Des experts ont conçu un scénario, appelé Negawatt²¹, fondé simultanément sur la sobriété énergétique, l'efficience et le développement des énergies renouvelables. Ce scénario permet tout à la fois de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de mettre en œuvre le facteur 4 et d'envisager une sortie progressive du nucléaire en environ 35 ans (sachant que l'uranium provient essentiellement du Niger et que l'on ne sait toujours pas traiter ses déchets). Ce scénario a le triple intérêt de réduire la pression sur l'environnement, d'accroître l'indépendance économique de la France, et de promouvoir la production locale d'énergie à partir de sources renouvelables.

Bien qu'une reconquête de notre indépendance énergétique apparaisse à la fois souhaitable et possible, les économies d'énergie auxquelles les messages publicitaires nous invitent régulièrement

20 <http://fr.wikipedia.org/wiki/Françafrique>

21 <http://www.negawatt.org/>

ne relèvent que du verdissement commercial. La consommation globale d'énergie continue d'augmenter ; notre dépendance énergétique continue de croître. Même une mesure très simple telle que la suppression du mode veille sur nos appareils électriques n'est pas mise en œuvre ! Mais ne nous y trompons pas, les principaux postes de dépense énergétique et les principaux gisements d'économies d'énergie résident dans le bâtiment, les transports, l'agriculture et l'industrie. C'est en faisant évoluer nos règles de construction (et de rénovation du bâti), notre aménagement du territoire, et nos modes de production et de consommation que nous ferons les économies les plus significatives et qui peuvent faire progresser notre quête d'indépendance économique. Sauf que là encore, fondamentalement, aucun acteur économique n'a intérêt à ce que les consommateurs fassent des économies. Ou disons que les acteurs économiques dominants n'y ont pas d'intérêt à court terme, pas même l'État, dont les recettes sont fondées sur des taxes liées à notre consommation. Quant aux consommateurs, ils y ont certes intérêt, mais cela suppose souvent des investissements qu'ils ne peuvent pas nécessairement supporter. Nous sommes donc confrontés à une divergence entre intérêt à court terme et intérêt à long terme.

Il sera donc nécessaire de développer des mécanismes incitatifs, qu'ils soient réglementaires ou financiers. Nous devons alors prendre garde à donner un signal cohérent aux producteurs et aux consommateurs. Car nous avons eu la démonstration récente que le crédit d'impôt sur les panneaux

solaires, mal mis en œuvre, n'a pas rempli son rôle d'incitation au développement de la filière énergies renouvelables. Il s'est en fait rapidement transformé en subvention de l'état français aux producteurs de panneaux asiatiques.

Il en va fondamentalement de même dans le domaine de la production des biens de consommation courante. Les consommateurs ressentent bien que quelque chose ne tourne pas rond. Et ils sont de plus en plus nombreux à prendre conscience qu'acheter des produits importés, fabriqués dans des pays peu respectueux des droits humains et de l'environnement, c'est à la fois exploiter la misère, polluer la planète et, *in fine*, générer du chômage dans leur pays.

Consommer local est donc une attitude qui progresse, quand bien même il faut payer un peu plus cher. Et voilà que certains acteurs économiques peuvent avoir intérêt à ce que les consommateurs fassent des économies : ce sont ceux dont la production, locale, associée à une exigence élevée de qualité, est plus couteuse et ne devient donc accessible qu'au consommateur ayant changé de mode de consommation. Ou aux consommateurs ayant établi avec les producteurs un circuit d'échange qui évite les marges des intermédiaires. La concrétisation de ce lien entre consommateur et producteur prend particulièrement du sens lorsque l'on évoque le commerce équitable (même si l'on doit s'interroger sur le niveau d'ambition des critères d'équité) ou l'exemple des Amap, associations pour le maintien d'une agriculture paysanne. Ces associations

réunissent des consommateurs et un (des) producteur(s) local(aux). Les consommateurs s'engagent à s'approvisionner régulièrement auprès des agriculteurs, à un prix convenu, ce qui leur assure un débouché. Avec un niveau de revenu garanti, ils ont davantage de visibilité pour organiser leur activité économique et ne sont pas obligés de s'engager dans cette fuite en avant que constitue la course à l'investissement dans des matériels toujours plus performants, qui conduisent certes à une hausse de productivité mais aussi à un accroissement de l'endettement, et donc globalement à une plus grande vulnérabilité de l'exploitation²².

Payer, cher, pour préserver notre appareil de production, c'est précisément le choix que nous avons fait en Europe, à grande échelle, pour notre agriculture. Et c'est ce qui explique que la France se classe aujourd'hui aux tous premiers rangs de la production mondiale dans la plupart des filières agricoles. La politique agricole est aujourd'hui encore le premier poste de dépense de l'Union européenne. Au début du XXI^e siècle, ce constat peut surprendre : l'enjeu de modernisation est derrière nous et nous constatons que les rendements plafonnent ; l'enjeu n'est pas non plus de maintenir une population importante dans nos campagnes puisque l'agriculture représente en France, premier producteur agricole d'Europe, à peine 3 % de la population active. Si le secteur

22 Les Amap proposent souvent des fruits et légumes, parfois des produits laitiers ou carnés, filières sur lesquelles l'oligopsonie de la grande distribution exerce une pression dévastatrice au nom du « combat » contre « la vie chère ».

agricole est en fait tant subventionné, c'est en raison d'un choix stratégique qui date de l'après-guerre : restaurer la souveraineté alimentaire de l'Europe. Nous voulions tout à la fois accroître la production, permettre une alimentation saine et garantir un revenu aux producteurs ; nous y avons mis le prix.

Cette politique a parfaitement réussi ! A tel point que la production est rapidement devenue excédentaire. Pour écouler les excédents, produits à des coûts supérieurs aux cours mondiaux, nous avons inventé les subventions à l'exportation. Ces subventions et les mécanismes de régulation de ce qui était encore le marché intérieur ont ensuite été interdits par l'Organisation mondiale du commerce en ce qu'ils faussaient la concurrence. Nous avons donc progressivement supprimé les barrières douanières, fait converger les prix vers les cours mondiaux et mis en place des subventions à la production, elles mêmes finalement dénoncées et donc récemment remplacées par des subventions dites découplées de la production. Nous avons donc su préserver notre outil de production en construisant un système qui nous rend faussement compétitifs. Au nom d'un choix stratégique respectable, tout un système pervers s'est installé : les agriculteurs vivent au moins autant de subventions que du revenu de leur production, les consommateurs ne savent pas quel est le coût réel des produits agricoles puisqu'il faudrait ajouter au prix payé la part de subvention correspondante et, globalement, les cours des productions agricoles sont maintenus artificiellement bas, à un point tel qu'un agriculteur africain ne tire pas de sa

production un revenu suffisant pour maintenir son exploitation agricole en état. Nous avons institutionnalisé au plus haut niveau un principe d'exception à la concurrence libre et non faussée, un biais dans la compétition internationale au nom de la préférence communautaire, et nous assumons collectivement de payer plus cher pour garder la production chez nous.

Faudrait-il, sur le modèle agricole, généraliser les subventions à l'industrie, aux services, bref, à tout l'appareil économique pour préserver notre capacité de production sans être obligés de nous aligner sur les pays les moins disant sur les plans social et environnemental ? Ça n'a pas de sens ! Cela reviendrait à dire que nous acceptons la règle de libre-échange mais que nous la contournons systématiquement. Nos partenaires commerciaux ne manqueraient pas, avec un réel bien-fondé, d'engager de nouvelles poursuites devant l'Organisation mondiale du commerce. C'est en cela que l'exemple de l'agriculture est riche d'enseignements pour les autres secteurs économiques : il nous montre que pour préserver ou reconstruire notre appareil productif dans l'économie mondiale et sans brader nos droits, il faut accepter de payer plus cher que les cours du marché mondial. Et comme le consommateur ne le fait pas spontanément, il faut biaiser, passer par l'impôt et les subventions à nos producteurs. En un mot, il faut tricher avec la règle de libre-échange. Soyons donc honnêtes, reconnaissons qu'il faut changer la règle.

Nous pourrions obtenir le même résultat en termes de préservation de notre économie en refusant la compétition avec les pays qui n'ont pas les mêmes droits démocratiques, sociaux et environnementaux. Nous pourrions alors tout à fait préserver une agriculture, une industrie, des services européens performants et sans subventions. Par la même occasion nous rendrions possible une meilleure rémunération des paysans, ouvriers et salariés du Nord et du Sud. Pour cela, il nous faut simplement reconnaître que le principe de libre-échange pose problème.

Conditionner nos échanges commerciaux à des normes démocratiques, environnementales et sociales plus strictes ne suffira cependant à nous prémunir ni des dérives de la spéculation financière ni des travers du capitalisme en ce qu'il tend à la concentration économique et donc à l'apparition de positions dominantes contraires à l'objectif d'efficience. Il nous faudra donc aussi établir les règles qui permettront de contenir ces tendances, c'est à dire envisager une taxation des transactions financières, limiter les parts de marché que peut détenir un opérateur et progresser sur la fiscalité des revenus du patrimoine dont le niveau, inférieur à la fiscalité des revenus du travail²³, ne se justifie aucunement. C'est à ces conditions que nous pourrions remettre l'économie au service de la société au lieu de voir la société servir les intérêts

23 Il est aujourd'hui possible, pour les plus-values mobilières et immobilières, d'opter pour un prélèvement forfaitaire libératoire de 19 % au lieu de les intégrer dans le calcul de l'impôt sur le revenu. Elles échappent donc à la progressivité de l'impôt dont la dernière tranche s'élève à 41 %.

économiques. Et il est plus simple, dans un premier temps, de porter ce projet à l'échelle d'une économie européenne relocalisée plutôt qu'à l'échelle mondiale.

Porter ce projet résolument européen dans le dialogue avec les autres régions du monde

Disons-le d'emblée, la transition esquissée ci-avant ne peut être envisagée à l'échelle de la France seule. Les économies européennes, particulièrement au sein de la zone euro, sont trop interdépendantes (la France réalise 66 % de ses échanges commerciaux avec ses partenaires de l'Union européenne dont 50 % avec la zone euro). Et quand bien même il serait possible de le faire, ce ne serait ni nécessaire ni souhaitable. L'objectif n'est pas un repli de la France sur elle-même, ce n'est pas une question de préférence nationale. L'objectif est de convenir de règles économiques qui ne nous conduisent ni à brader nos acquis démocratiques et sociaux ni à saccager la planète. Il n'y a donc pas lieu de refuser un système d'échange mondial, mais de ne l'ouvrir qu'à des systèmes socio-économiques de niveau comparable. On peut estimer de ce point de vue, et en une première approche qui mériterait d'être discutée, que les droits au sein de la zone euro sont suffisamment harmonisés pour que les distorsions de concurrence soient tolérables²⁴.

Poser l'enjeu en ces termes revient en fait à considérer qu'un libre-échange à l'échelle planétaire n'est acceptable que si les règles de l'Organisation mondiale du commerce sont accompagnées d'exigences analogues aux nôtres

24 La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne forme un premier socle qu'il convient de consolider tout en renforçant sa portée juridique.

dans les domaines des droits démocratiques, de la protection sociale et de la protection de l'environnement. On sent bien que formulé en ces termes, l'objectif frise l'utopie, en tout cas si on prétend l'atteindre à moyen terme. De façon plus pragmatique, et déjà très ambitieuse, c'est donc bien à l'échelle de la région économiquement la plus intégrée que cet idéal peut être défendu : à l'échelle de la zone euro. Si j'insiste sur la zone euro plutôt que l'Union européenne dans sa globalité, c'est que la convergence de vue avec le Royaume-Uni est déjà un défi en soi, qui s'explique culturellement par la moindre sensibilité des britanniques au principe d'égalité.

Porter un tel idéal à l'échelon européen, c'est en quelque sorte rappeler en les actualisant les valeurs portées par les pères de l'Europe. Mais depuis sa création, l'Union européenne a quelque peu perdu de vue cet idéal. Très clairement, l'adhésion du Royaume-Uni d'abord, puis celle des pays d'Europe centrale et orientale ensuite, n'ont pas été motivées par une quelconque ambition humaniste. L'Union européenne est donc partie à la dérive, mais nous sommes embarqués sur ce navire et il nous faut, pour changer de cap, en corriger les défauts.

Nous ne pouvons pour cela nous en remettre ni à la Commission ni à la Banque centrale européennes qui ont, tout au contraire, gravé dans leur mandat la libéralisation des échanges sans être compétentes pour organiser l'harmonisation vertueuse de la fiscalité et de la réglementation sociale. Le Parlement européen est de façon plus

évidente un point d'appui²⁵. Mais ses pouvoirs sont encore trop limités et les élections européennes, outre qu'elles ne mobilisent guère les foules, sont encore conduites par pays. Il faut donc faire émerger de réels partis politiques européens, mener campagne à l'échelle européenne et donc susciter le débat d'idées entre Européens. Car des idées recevables en France paraissent bien souvent très singulières lorsque l'on passe nos frontières. L'initiative récente de Greenpeace et Avaaz à propos de la réglementation sur les organismes génétiquement modifiés (OGM) montre également que le dispositif d'initiative citoyenne, qui n'est pas encore juridiquement actif, devrait permettre d'interpeller la Commission pour que celle-ci tienne davantage compte des attentes des peuples européens.

Plus fondamentalement, c'est la question d'un modèle fédéral pour l'Union européenne qui se pose. Il devient évident, face aux crises multiples actuelles, que l'Union ne peut se résumer à une plate-forme de coordination entre États. Nous devons progressivement la doter d'un pouvoir politique, légitime parce qu'issu du vote démocratique.

Ces considérations, centrées sur la préservation des intérêts des peuples européens et qui conduiraient à faire évoluer les règles économi-

25 Le Parlement s'est, par exemple, montré plus ambitieux que la Commission et le Conseil en adoptant, le 8 mars 2011, une résolution favorable à l'instauration d'une taxe sur les transactions financières à l'échelle mondiale et à *minima* au sein de l'Union (529 voix pour, 127 contre).

ques internationales, ne sauraient évidemment être poussées plus avant sans prendre en compte le reste du monde. Disons-le encore plus clairement, cette transition économique ne peut et ne doit être envisagée que dans une relation respectueuse des autres ensembles régionaux.

Mais comment protéger les droits européens pourrait être dans l'intérêt des autres ensembles régionaux ? La réponse est évidente : en arrêtant la compétition économique déréglée qui tend à aligner tout le monde par le bas nous ouvririons la voie à une possible harmonisation par le haut. Ce qui suppose que nous mettions nous-mêmes fin aux distorsions de concurrence et à la sur-exploitation de certaines populations et certaines ressources naturelles. En résumé, que nous remettions en cause notre impérialisme militaro-économique historique, et que nous reconnaissons, notamment à l'Afrique, un réel droit souverain, un droit au développement.

Remettre en cause notre impérialisme militaro-économique, en voilà donc de grands mots ! Et pourtant... Alors que la diplomatie se conduit à mots si savamment édulcorés que personne ne comprend vraiment la portée des résolutions de l'Organisation des nations unies (ONU), la réalité des relations internationales est bien plus violente. Le 31 mai 2010, le Président allemand Horst Kohler a présenté sa démission, tirant les conséquences d'une polémique née de ses propos. En effet, dix jours plus tôt, en Afghanistan, il avait déclaré que l'action militaire de l'Allemagne à l'étranger était « nécessaire pour maintenir nos

intérêts, comme par exemple, libérer les routes commerciales ou prévenir les instabilités régionales qui pourraient avoir un impact négatif sur nos perspectives en termes de commerce, d'emplois et de revenus ». Voilà des paroles qui ont le mérite de la sincérité. Mais qu'il ne faut pas prononcer. Car c'est reconnaître que les états historiquement dominants continuent de faire et défaire les gouvernements des pays fournisseurs de ressources naturelles pour « préserver leurs intérêts ». C'est reconnaître qu'une guerre peut, encore au XXI^e siècle, être engagée pour faire valoir les intérêts économiques des grandes puissances, par ailleurs trop heureuses d'avoir consolidé la paix sur leur continent et de s'être dotées de l'arme atomique pour se prémunir de toute menace. C'est reconnaître que l'économie mondiale, loin d'être solide et inscrite dans le cadre d'échanges équitables, est toujours fondée sur la soumission des pays producteurs de richesses naturelles à la domination des pays consommateurs. Et c'est ainsi que la France, malgré toutes les dénégations, continue d'entretenir la Françafrique, ce système de collusion entre intérêts financiers et décideurs des pays africains²⁶.

Le rapport de force, explicite lorsque les empires coloniaux existaient, se prolonge aujourd'hui encore, même si la montée en puissance de la Chine et de quelques *leaders* économiques du Sud rebat progressivement les cartes. Nous, habitants du Nord, vivons en soumettant les pays du Sud. Nos pays, prétendument riches, ont historiquement

26 <http://www.stop-francafrique.com/>

tiré et continuent de tirer leur richesse de ces pays, prétendument pauvres, via l'exploitation de leurs ressources naturelles (pétrole, gaz, minerais...) et de leur main d'œuvre. Mais les équilibres sont en train de changer, et la Chine ne s'y trompe pas, elle qui joue la même partition impérialiste que nous avec une telle efficacité qu'elle est déjà en position de force sur le continent africain et a acquis la capacité de nous imposer bien des choix. En finançant l'essentiel de la dette américaine, elle a fait de la première puissance économique mondiale une puissance toute relative. Ce constat explique comment l'occident est aujourd'hui « empêché » de dénoncer les barbaries chinoises, russes, et pourquoi il prend même toutes ces précautions à l'égard de l'Iran.

Notre domination économique va plus loin que la « sécurisation » des accès aux ressources naturelles stratégiques. Elle va jusqu'à provoquer, au nom du libre-échange, des distorsions de concurrence dans des domaines aussi vitaux que l'agriculture, nous l'avons vu. Nous poussons en effet le cynisme à conditionner toute aide du Fonds monétaire international ou de la Banque mondiale, principalement à destination des pays du Sud, à l'ouverture de leurs marchés aux productions mondiales. Et comme par ailleurs nous continuons, en Europe comme aux États-Unis, à subventionner notre agriculture, nous entretenons des cours mondiaux artificiellement bas qui permettent d'écouler nos productions sur les marchés africains. Les paysans locaux, qui ne cultivent le plus souvent que quelques hectares à la main, avec des rendements faibles, sont alors contraints

de vendre leur maigre production au même prix que les agriculteurs qui réalisent des rendements bien meilleurs sur quelques centaines d'hectares. Ils n'accèdent donc pas au revenu minimum qui serait nécessaire pour maintenir leur exploitation et subvenir à leurs besoins. Tenir les populations dans une relation de dépendance à l'aide extérieure en entretenant la pauvreté et la faim, voilà la réalité de notre système économique, soit-disant libéral, et dont nous espérons qu'il fût vertueux.

A contre-sens de notre impérialisme militaro-économique, nous défendons partout le droit au développement des pays du Sud. Cela ressemble fort à une injonction paradoxale. Notons d'ailleurs que l'appellation pays développés et pays en développement fait croire à une nécessaire convergence de l'ensemble des pays vers un modèle unique, sous-entendu le nôtre. Cette convergence est certainement souhaitable du point de vue des droits des citoyens, des travailleurs, de l'accès à l'éducation, à un système de santé performant, à la justice. Mais cette convergence ne peut très clairement pas être envisagée en termes de modèles de production et de consommation, puisqu'il est maintenant établi que la préservation de la planète n'est pas compatible avec l'extension, ni même le maintien, des modes de vie trop dispendieux en ressources naturelles qui ont cours dans les pays du Nord.

Reconnaître un droit au développement à l'ensemble des peuples de la planète impose de repenser notre organisation économique pour la

rendre à la fois moins paradoxale et plus durable, au sens de soutenable sur le long terme. Il s'agit tout à la fois de repenser une organisation économique qui permette de tenir compte de la démographie planétaire, avec le droit légitime des populations croissantes du Sud d'accéder à un niveau de vie supérieur à l'actuel, et de préserver les ressources naturelles de la planète pour préserver notre avenir. Dans ce contexte à contraintes fortes, chaque pays est tributaire des choix faits par les autres pays. Nous sommes donc solidaires, au sens physique du terme : nous sommes tous liés. Le principe d'une concurrence internationale organisée sur la base de rapports de force entre dominants et dominés ne peut donc pas guider les relations internationales. Il est temps de construire une diplomatie mature et responsable qui dépasse la relation de force pour passer au partenariat et esquisser les contours d'une gouvernance commune à l'échelle planétaire.

**Privilégier à l'objectif de croissance
une production et une consommation
compatibles avec la préservation des acquis
sociaux et de la fonctionnalité des
écosystèmes**

Il faudra du temps pour qu'émerge une gouvernance mondiale. Mais les faits sont têtus. Et déjà nous avons vu de nombreux chefs d'état appeler à nous doter d'un droit international plus contraignant lors du sommet sur le climat de Copenhague. Puis réclamer une meilleure régulation économique mondiale lors des sommets consacrés à la crise économique.

D'ici là, et plutôt que d'attendre de futures crises, notre responsabilité individuelle est d'œuvrer à l'émergence d'un système économique qui ne pousse ni les individus ni les États à s'endetter pour maintenir une pratique de consommation dont nous avons vu les travers. Il est de notre responsabilité de concevoir un système économique qui ne pousse pas à la réduction des droits sociaux et qui ne s'oppose pas à une meilleure protection de l'environnement. Et puisque nous ne sommes pas légitimes pour dire à d'autres ce qu'ils doivent faire, commençons par faire évoluer le modèle économique au sein de nos pays.

Assurer le respect de conditions sociales et environnementales satisfaisantes a un coût. Et bien sûr ce coût paraît difficile voire impossible à supporter pour beaucoup d'entre nous dans notre monde d'hyperconsommation, dans nos pays endettés jusqu'au cou.

Ce surcoût devient cependant tout à fait supportable dès lors que nous nous projetons à moyen terme et que nous acceptons de changer notre modèle de consommation pour un système plus sobre. Il s'agit clairement et collectivement de faire les investissements qui permettront demain de faire des économies et de nous engager dans la voie du consommer moins pour pouvoir consommer mieux²⁷. Ce qui doit nous permettre de réduire notre empreinte écologique et de préserver notre système social pour progresser vers un modèle compatible avec l'accession du plus grand nombre à un meilleur niveau de vie dans les pays du Sud.

L'évolution de notre système vers une production plus locale et une consommation plus sobre paraît d'ailleurs inéluctable si nous nous projetons dans le scénario très probable d'un renchérissement durable de l'énergie. Le coût croissant des transports réduira considérablement les flux de marchandises à travers le monde et nous serons conduits à privilégier les techniques et technologies

27 À cet égard, les investissements actuels dans le développement de voitures électriques me paraissent une réelle ineptie (comme la promotion du chauffage électrique l'a été, sous prétexte que nous disposions d'un puissant parc nucléaire). En effet, l'électricité est une énergie secondaire et il faut donc mobiliser une énergie primaire pour la produire, avec évidemment un rendement largement inférieur à 100 %. Autant, donc, mobiliser directement l'énergie primaire au niveau du véhicule comme c'est le cas avec les moteurs actuels. La seule compensation à ce handicap énergétique pourrait être que l'électricité utilisée soit entièrement d'origine renouvelable, ce qui paraît très peu probable à moyen terme.

les moins intensives, c'est à dire les moins gourmandes en énergie.

Autant préparer l'avenir et faire évoluer nos pratiques sans attendre. Analyser puis choisir en conscience plutôt que subir, car alors il ne sera plus temps de faire les investissements nécessaires et les tensions sociales réapparaîtront entre ceux qui peuvent s'adapter, et ceux qui ne le pourront pas. En anticipant, nous pouvons nous donner la capacité d'une transition qui ne laisse personne au bord du chemin. Et n'oublions pas qu'en relocalisant la production et en privilégiant des modes de production plus extensifs, nous redonnerons du travail, donc un revenu et, partant, de l'autonomie à bon nombre d'Européens. Nous réduirons le chômage et donc le coût des désordres sociaux et psycho-médicaux liés à la peur d'un avenir incertain.

Réaliser les investissements nécessaires et accompagner l'ensemble des acteurs économiques dans cette mutation nécessite de préserver, ou plutôt restaurer, la capacité d'intervention de la puissance publique. Les allègements fiscaux récemment consentis au nom d'une politique libérale, conjugués à l'endettement record du pays²⁸, constituent évidemment des handicaps pour conduire ces changements. De la même façon, il nous faudra corriger les dysfonctionnements induits ces dernières années

28 http://fr.wikipedia.org/wiki/Dette_publique_de_la_France
Au cours des trente dernières années, la dette a particulièrement augmenté de 1993 à 1997 et depuis 2002 (avec une pause en 2006 et 2007).

dans les services publics par une réduction d'effectif menée à marche forcée et guidée par la seule logique budgétaire. Reconquérir des marges de manœuvre ne sera donc pas simple pour les Gouvernements à venir. Dans ce contexte, je pense que renégocier une part de la dette publique est une question qui devrait être évoquée sans tabou, quitte à froisser quelque peu la susceptibilité des agences de notation.

Reconnaissons-le, faire des investissements en vue de consommer moins, mais mieux, est une proposition qui n'est pas tout à fait héritière de l'objectif de croissance économique. Au contraire, elle s'inscrit davantage dans la ligne de ceux qui appellent à faire une halte dans notre course à la croissance consumériste et à promouvoir des pratiques de production plus extensives, compatibles avec la préservation des écosystèmes planétaires.

Beaucoup l'ont dit ces derniers temps, dont la commission Stiglitz, chargée spécifiquement de plancher sur le sujet, il n'est pas possible d'évaluer la santé d'un pays en ne s'intéressant qu'à la croissance d'un indicateur, le produit intérieur brut (PIB). Car cet indicateur, comme tout indicateur, a des limites. Tout d'abord, il a le mauvais goût de croître lorsque surviennent des accidents, des maladies, des catastrophes naturelles : le coût des soins, des réparations, de la reconstruction font monter le PIB alors qu'il est évident qu'une société se porte mieux sans ces fléaux. Ensuite, il ne mesure que des échanges monétaires : tout ce qui relève du don, du bénévolat, lui échappe. L'activité

associative, qui est une richesse de notre pays, n'est donc pas prise en compte. Enfin, il est évident que l'on peut gagner sur le plan financier et perdre sur le plan social et environnemental : si quelqu'un vend en pièces détachées tout l'appareil de production d'une usine, il fait croître instantanément le PIB. Mais il a simultanément mis au chômage l'ensemble des employés. Si quelqu'un coupe et vend la totalité du bois d'une forêt, il fait croître instantanément le PIB mais il n'y a plus de forêt ; dans le meilleur des cas le milieu se régénérera en quelques décennies... Se livrer à une course effrénée pour la croissance n'a donc aucun sens. Il faut *a minima* raisonner avec plusieurs indicateurs (produit intérieur brut, indice de développement humain, empreinte écologique...) et les interpréter sur le long terme.

A partir du moment où il faut confronter plusieurs paramètres, mener l'analyse sur plusieurs dimensions, il n'est plus possible de raisonner en termes de maximisation des profits. Il faut raisonner en termes d'optimisation des revenus par rapport au niveau de bien-être humain et de préservation de l'environnement associés.

Nous faisons alors le constat qu'il y a aujourd'hui une plus grande valeur ajoutée, plus d'emploi et une meilleure préservation de l'environnement dans une production agricole extensive que dans les produits de l'agriculture intensive. Certes, une exploitation intensive produit plus. Mais elle implique aussi des investissements et des coûts de fonctionnement plus élevés, elle génère moins d'emploi, elle dégrade davantage l'environnement,

ce qui la rend relativement moins performante. Et les agriculteurs le sentent bien, si exposés qu'ils sont aux aléas de la conjoncture. Ils bataillent pour un avenir qui, pour nombre d'entre eux, reste si précaire qu'ils ne souhaitent plus à leurs enfants de reprendre l'exploitation familiale. Chacun à son niveau constate que le changement est nécessaire, sans pour autant pouvoir le faire seul.

Nous l'avons déjà dit, la clé de l'accès à des produits à plus forte valeur ajoutée et dont le mode de production respecte des normes de qualité élevées réside d'abord dans l'évolution de notre modèle de consommation. Il est ainsi possible de passer à une alimentation issue de l'agriculture biologique sans augmenter son budget consacré à l'alimentation. De la même façon, la bio est accessible aux personnes disposant de revenus modestes. Il faut pour cela accepter de faire évoluer sa consommation tout en respectant les recommandations nutritionnelles : en ne mangeant plus de viande chaque jour, plus de plats cuisinés, et en achetant majoritairement des produits de saison, de préférence à des producteurs locaux. Loin de nous porter plus mal, nous faisons alors avec plaisir la redécouverte de la variété des produits, du rythme des saisons, de la relation consommateur-producteur. Changer dans le même temps son modèle d'alimentation et ses circuits d'approvisionnement procure la satisfaction de mieux rémunérer les producteurs tout en préservant l'environnement.

Partant de l'exemple agricole, il est possible d'envisager la relocalisation d'autres productions,

et donc de recréer de l'emploi local. D'ailleurs des industriels procèdent actuellement à la relocalisation de leurs sites de production, s'étant aperçus que les coûts indirects de la délocalisation étaient parfois élevés. Si nous devons supporter des surcoûts liés à la relocalisation d'une part significative de notre appareil industriel, ce serait alors probablement une autre façon de produire et de consommer qui adviendrait. Manifestement nous devrions réfléchir davantage nos achats. Et, au lieu de changer régulièrement d'ordinateur, nous irions simplement ajouter un peu de mémoire vive, un peu de capacité de stockage.

Quant à la notion de production extensive appliquée à l'industrie ou aux services, que peut-elle signifier ? Évidemment de renoncer à l'utilisation de technologies ou de produits dangereux²⁹. Sans doute aussi privilégier une économie de la fonctionnalité, c'est à dire une économie dans laquelle nous achèterons davantage le service que le bien. Il est par exemple moins coûteux, pour des déplacements occasionnels, de payer le bus, le taxi ou encore un abonnement à un système d'auto-partage que d'acheter une voiture. C'est également concevoir des produits d'une durée de vie supérieure, plus évolutifs (en ajoutant des modules complémentaires) et dont les composants sont plus aisément réparables, ré-utilisables, recyclables.

29 Citons deux exemples symboliques d'abandons de produits dangereux à l'échelle internationale : le DDT, insecticide dont les méfaits ont été dénoncés par Rachel Carson dans son *Printemps Silencieux*, et les CFC, bannis par le Protocole de Montréal afin de préserver la couche d'ozone.

Une production plus extensive, c'est aussi une entreprise qui sait préserver sa ressource humaine. En favorisant l'insertion des travailleurs, en valorisant les compétences, et non en exploitant la main d'œuvre jusqu'à l'os. De nombreuses sociétés, souvent coopératives, se sont engagées dans cette voie. Elles reconnaissent l'intérêt social d'un meilleur partage du travail et des rémunérations, limitent les heures supplémentaires au profit de nouvelles embauches, et vont quelques fois jusqu'à plafonner les écarts de rémunération entre les salariés.

Assurer un meilleur partage du travail au niveau national, c'était l'ambition des 35 heures. Malgré une mise en œuvre manifestement non optimale, l'objectif reste pertinent. Les économistes considèrent d'ailleurs qu'un réel effet sur le partage serait obtenu en ramenant la durée légale du travail à 32 heures, ce qui est proche de la durée moyenne effectivement travaillée en France comme aux États-Unis. Ce serait alors une toute autre organisation de la semaine qui prévaudrait, par exemple structurée en quatre jours, permettant tout à la fois de contenir davantage la dérive des heures supplémentaires et de développer un investissement nouveau dans la vie de famille et la vie de la cité. De nombreuses entreprises, en France comme en Allemagne, ont témoigné de leur intérêt pour la démarche. Celles qui ont expérimenté le dispositif, profitant du cadre offert par l'ancienne loi Robien, ont démontré la faisabilité du projet et la création d'emplois qui en résulte.

Dans une économie qui fait constamment des gains de productivité qui permettent de produire plus en travaillant moins, la réduction du temps de travail doit être considérée comme une mesure de justice sociale en ce qu'elle permet un accès à l'emploi pour le plus grand nombre. Il nous faudra donc savoir rouvrir cette discussion sereinement.

Manifester dès maintenant notre volonté dans nos choix de consommation et nos votes

Quand cette nouvelle organisation économique pourrait-elle devenir réalité ? En provoquant un peu, je dirais tout de suite. En fait, nombre de ces changements sont possibles dès à présent pour peu que nous changions de nous-mêmes nos pratiques de consommation. Dans une économie de marché, la volonté du consommateur reste un déterminant fort. Et donc avec une volonté claire de faire évoluer le système, un modèle alternatif émerge. Mais pour permettre à ce modèle de s'étendre, l'intervention du pouvoir politique *via* la réglementation est nécessaire.

La difficulté qu'il s'agit de dépasser, c'est la double tentation du consommateur de céder à l'achat impulsif et inutile d'une part et de privilégier les produits les moins chers ou les plus facilement disponibles³⁰ d'autre part. Car réaliser des achats impulsifs induit une consommation de ressources naturelles qui pourrait être évitée et ampute par ailleurs la capacité de l'acheteur à mobiliser son argent pour un achat plus raisonné. Le fait de choisir le produit le moins cher ou le plus facilement disponible n'engendre de son côté qu'un bénéfice de court terme si cela conduit ensuite à encourager les délocalisations. Le consommateur finit par se rendre compte que payer moins cher tout de suite, c'est en retour subir le chômage ou

30 Il faut bien admettre qu'il est, par exemple, plus difficile de trouver aujourd'hui des meubles en bois quelque peu modernes et fabriqués localement que de foncer chez son marchand de meubles en *kit*.

des pressions sur son salaire. Et une fois la population au chômage, avec un appareil productif largement délocalisé, il devient beaucoup plus difficile de consentir les efforts qui permettraient d'évoluer vers un nouveau modèle...

Les intérêts de court terme des consommateurs et des entreprises ne coïncident donc pas avec l'intérêt général à moyen terme. Les associations de consommateurs cherchent à éviter certains de ces écueils en militant pour une meilleure information du consommateur sur les produits et leurs modes de fabrication, en luttant contre le surendettement né des crédits à la consommation, en exigeant le retrait des produits nocifs pour la santé et l'environnement, ou encore en dénonçant les ententes entre opérateurs en situation d'oligopole. Leurs pouvoirs mériteraient d'être accrus.

Au delà de l'effort persévérant de ceux qui veulent et peuvent faire changer le système en soutenant de nouveaux modes de production et de consommation, il est nécessaire de faire appel à des mécanismes de régulation. Il s'agit d'inscrire dans notre droit les types de productions que nous jugeons acceptables. Il pourrait concrètement s'agir de la définition de nouvelles normes attachées aux modes de production, ou de nouvelles taxes, les deux dispositifs visant à interdire dans les faits l'accès au marché aux productions provenant de pays qui ne respectent pas nos exigences démocratiques, sociales et environnementales. Nous devons aussi envisager des mécanismes de régulation quantitative au

regard des enjeux de réduction de notre empreinte écologique.

Il est pour cela nécessaire que les pouvoirs publics soient en situation de rendre des arbitrages indépendamment des pressions des *lobbies*. Ce qui implique de préserver au sein des services publics une capacité d'expertise indépendante, de nature à éclairer la décision publique par une connaissance non partisane, puis de permettre au pouvoir politique de prendre ses décisions dans la plus grande sérénité, en tenant compte de l'intérêt général et du long terme³¹.

Contenir tous les clientélismes est un combat de chaque instant. L'introduction d'une limitation des mandats dans le temps pourrait y aider. Car en évacuant la pression liée à la ré-élection et en favorisant un renouvellement plus fréquent du personnel politique, les conflits d'intérêts et la proximité entre pouvoir politique et pouvoir économique seraient certainement plus limités. Certains avancent même l'idée, pour favoriser la représentativité de nos instances, d'abandonner partiellement l'élection pour recourir au tirage au sort. Devrait-on aller jusqu'à envisager, par

31 Le politique doit concilier les intérêts locaux et globaux, de court terme et de long terme. Or nous savons que nos comportements peuvent avoir des effets sur le long terme, notamment sur l'environnement, sans pour autant savoir précisément quelles en seront les conséquences. Nous sommes donc confrontés à un nouvel exercice de la responsabilité : une responsabilité par rapport aux générations futures, à qui nous ne rendrons pas de compte, et ce dans un contexte de connaissance incertaine. Il nous faut pourtant savoir décider. La crise du pouvoir est donc une crise de la prise de décision et donc une crise de l'éthique.

exemple, de désigner nos sénateurs par tirage au sort ? La haute assemblée aurait assurément un tout autre visage, plus à l'image de la diversité sociologique française. Pour le moins devrions-nous prendre des dispositions pour que la politique ne soit jamais considérée comme une profession, et donc que les élus retournent à la vie professionnelle à l'issue de leur mandat. Car l'idée qu'il n'y a pas de spécialistes de la politique et que les opinions se valent est la seule justification raisonnable du principe majoritaire.

Mais revenons au présent. Le diagnostic posé au travers de ces quelques pages n'est pas neuf et de nombreux groupes de citoyens ont déjà pris l'initiative de faire changer les choses. Je voudrais illustrer par quelques exemples le fait qu'il est d'ores et déjà possible de trouver des alternatives concrètes au modèle dominant dans des domaines aussi variés que la consommation, l'énergie, la banque, les transports, le logement, les échanges de services, les logiciels, la création artistique. Ces exemples, issus pour la plupart de l'économie sociale et solidaire, montrent la capacité qu'a la société civile à porter de l'innovation. Ils nous invitent à agir sans attendre et à faire cheminer notre réflexion en l'ancrant dans le concret et le lien avec tous ceux qui portent le changement.

La consommation sobre et écologique

Nous consommons aujourd'hui, à l'échelle planétaire, davantage de ressources naturelles que ce que la planète est capable de régénérer. Pour dire les choses clairement, nous tapons dans le

stock, ce qui va très rapidement nous mener, si rien n'est fait, à une impasse. Nous avons déjà détruit une bonne partie des ressources halieutiques (les stocks de poissons dans l'océan), ce qui nous amène à suspendre la pêche dans plusieurs régions et concevoir des plans de reconversion pour les marins-pêcheurs. Tant que seule la pêche est concernée, le problème pourrait paraître tolérable mais la même difficulté se présente avec les forêts (tropicales notamment) et les sols, générant la désertification d'un nombre croissant de régions. Plus globalement, c'est l'ensemble de notre consommation de ressources naturelles qui est aujourd'hui excessive, particulièrement du fait des pays prétendument développés.

Face à ce constat, il est nécessaire d'engager une décroissance de nos consommations matérielles. Chacun d'entre nous doit donc se sentir engagé dans une double dynamique :

- la réduction drastique de la consommation de biens non essentiels ;
- la promotion des produits engendrant une pression plus faible sur l'environnement (c'est à dire qui ont une empreinte écologique plus faible), en garantissant aux producteurs qui s'engagent dans cette démarche une juste rémunération.

La première étape indispensable est de nous interroger sur la notion de bien essentiel. Nous placerons, selon notre mode de vie, le curseur à un niveau différent. Le strict essentiel, c'est bien sûr la nourriture, des vêtements, et quelques autres bricoles. La chasse au superflu est potentiellement

vaste, l'important étant d'engager la démarche, humblement, et de nous rendre compte pas à pas que le changement est possible, voire agréable.

La seconde étape peut paraître plus compliquée. Comment connaître les conditions de production de ce que j'achète ? Comment connaître les conditions de rémunération des producteurs ? C'est à ces questions que cherchent à répondre des labels tels AB pour l'agriculture biologique ou Max Havelaar pour le commerce équitable.

Appliquée aux denrées alimentaires, la double dynamique évoquée à l'instant peut s'illustrer par :

- la réduction de la consommation de protéines animales – viande rouge particulièrement – puisque notre consommation moyenne excède les recommandations nutritionnelles et que l'élevage, particulièrement l'intensif, est une activité très énergivore ;
- la promotion des produits issus de l'agriculture biologique car étant plus extensive que l'agriculture conventionnelle, elle consomme moins d'énergie et préserve davantage les ressources naturelles³².

Rejoindre une Amap³³ peut constituer un engagement pratique en ce sens. Les associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap) ont en effet pour objectif de préserver

32 Voir aussi l'initiative de l'association Biocoherence qui pose des exigences supérieures au label AB sur les plans environnementaux, sociaux et économiques.
<http://www.biocoherence.fr/>

33 <http://www.reseau-amap.org/>

l'existence et la continuité des fermes de proximité dans une logique d'agriculture durable, c'est à dire socialement équitable et écologiquement saine, en permettant aux consommateurs d'être informés de l'origine des produits et de la façon dont ils ont été produits. Elles réunissent un agriculteur et des consommateurs dans une relation de vente directe. Chaque Amap doit respecter les principes de l'agriculture paysanne visant à garantir la solidarité entre consommateur et producteur, la qualité sanitaire, environnementale et gustative de la production, la transparence et la maîtrise des choix de production et de consommation, etc. Les producteurs impliqués dans une Amap s'engagent également à répartir les volumes de production pour permettre au plus grand nombre d'agriculteurs d'accéder au métier et d'en vivre et à raisonner toujours à long terme et de manière globale. Enfin, un travail régulier d'évaluation du fonctionnement de l'Amap est réalisé avec les adhérents.

Les Amap n'assurant que de la vente directe, nous pouvons de façon complémentaire nous adresser au réseau de vente Biocoop³⁴, premier réseau de magasins bio en France et promoteur de l'agriculture biologique dans un esprit d'équité et de coopération. Plus qu'un simple réseau de distribution, il s'agit d'une enseigne militante dans la mesure où elle pose des exigences plus strictes que le cahier des charges « AB – agriculture biologique », agit pour favoriser l'accès de nouveaux exploitants au foncier agricole,... L'établissement d'une relation solidaire avec les producteurs est ainsi un objectif pleinement

34 <http://www.biocoop.fr/>

assumé. Sur le plan environnemental, Biocoop propose prioritairement des produits locaux, bannit tout produit fini transporté en avion et fait également la chasse aux emballages superflus. Des rencontres et débats sont organisés dans les magasins, contribuant à nous responsabiliser face à nos choix de consommateurs.

Au delà des produits alimentaires, les vêtements certifiés bio et équitables se développent. Les bois en provenance de forêts gérées, donc non issus d'un processus de déforestation, sont également certifiés. Il nous faut nous renseigner sur l'empreinte écologique des produits et les conditions de travail et de rémunération des producteurs. Des boutiques telles que celles d'Artisans du Monde³⁵ sont spécialisées dans le commerce équitable.

Rappelons aussi que la frugalité matérielle est bien entendu facilitée par le recours aux biens partagés : médiathèques, vélos ou voitures en partage, outils en location... mais aussi par la réutilisation ou le recyclage de produits anciens. Soulignons à cet égard l'intérêt du mouvement Emmaüs³⁶ qui, en œuvrant à la réinsertion sociale, offre une seconde vie à une multitude de produits.

L'énergie renouvelable à proximité

S'agissant de la promotion des énergies renouvelables, plusieurs fournisseurs d'électricité « verte » ont vu le jour depuis qu'il a été mis fin au

³⁵ <http://www.artisansdumonde.org/>

³⁶ <http://www.emmaus-france.org/>

monopole d'EDF. Certains, loin de la philanthropie, ne voient dans les énergies renouvelables qu'un nouveau terrain de conquête pour le capitalisme ; ils promeuvent de gigantesques parcs d'éoliennes ou des champs de panneaux solaires. C'est oublier que, quel que soit le domaine, l'intensification excessive est nuisible. Et qu'en matière d'énergie, particulièrement électrique, il vaut mieux produire au plus près de l'utilisateur tant les déperditions sont élevées tout au long du réseau de transport. Il s'agit donc de diversifier les modes de production d'énergies renouvelables à proximité des lieux d'utilisation, quand bien même cela impliquera une profonde réorganisation du réseau de distribution électrique, qui était conçu pour une production centralisée.

L'accès à l'énergie doit également être considérée comme un droit fondamental, il doit être garanti à chacun. Sachant que l'énergie pourrait rapidement devenir un bien rare, il y a là deux raisons pour en assurer une gestion transparente et responsable, garantissant la recherche de l'intérêt général, non d'intérêts particuliers.

A cet égard, l'initiative d'Enercoop³⁷ mérite d'être évoquée. Il s'agit d'une société coopérative à but non lucratif qui permet une réappropriation citoyenne de l'énergie. Sont en effet sociétaires à la fois les producteurs, les consommateurs, les salariés et des partenaires. Le principe est ensuite simple, les producteurs de la coopérative injectent dans le réseau de l'électricité « verte » (installations hydrauliques au fil de l'eau, toitures solaires,

³⁷ <http://www.enercoop.fr/>

petites éoliennes, biogaz agricole) à la hauteur des besoins des consommateurs. La coopérative promeut également les économies d'énergie.

Si le coût de l'abonnement et du kWh sont supérieurs aux prix pratiqués par EDF, précisons que les tarifs réglementés, se situant en dessous des cours du marché, incitent peu aux économies d'énergie. En outre, ces prix sont biaisés dans la mesure où ils n'incluent notamment pas les provisions nécessaires à la gestion des déchets nucléaires pendant plusieurs millénaires, qui seront donc à la charge des citoyens des générations futures alors qu'une attitude responsable devrait conduire à faire payer les consommateurs actuels. Au final, EDF bénéficie d'une forme de *dumping* économique qui lui permet de maintenir artificiellement sa position dominante d'opérateur historique.

La banque éthique

En pleine crise économique, causée par les dérives de la finance, nous sommes nombreux à nous interroger : que faire de nos économies, comment épargner sans encourager la spéculation ?

Pensons à l'enfant, qui place patiemment quelques pièces dans sa tirelire jusqu'à avoir assez pour s'offrir ce jeu qu'il espère tant ; il n'attend pas de son argent qu'il « fasse des petits tout seul ». Comme lui nous devrions garder à l'esprit que l'épargne est une provision pour demain. Nous savons aussi qu'en attendant demain, d'autres

pourraient profiter de cet argent pour financer leurs propres projets. Mettre en relation l'épargnant et l'emprunteur, c'est le métier de la banque.

La seule démarche aujourd'hui significative pleinement en phase avec le projet de société responsable esquissé plus haut est portée par la Nef³⁸, société coopérative de finances solidaires. La Nef présente sa démarche comme le fruit d'un engagement, mettre l'homme au centre, en lieu et place du capital. Sa mission est de relier épargnants et emprunteurs autour de projets respectueux de l'homme et de la Terre, en se fondant sur les valeurs d'éthique, de transparence et de solidarité. Elle poursuit en cela deux objectifs, la satisfaction des besoins de tous et l'éducation libératrice de la personne. Cette fonction éducatrice, surprenante de prime abord pour une banque, consiste à donner à chacun les moyens d'éveiller sa conscience et d'assumer son rôle d'acteur dans la coopérative et dans le monde. En effet, les clients et usagers de la coopérative en sont également sociétaires. Ils orientent donc l'activité de l'entreprise en exerçant le double rôle d'acteurs-décideurs. La lecture des rapports d'activité de la Nef et la participation aux assemblées générales sont aussi des temps d'éducation, généralement conviviaux.

En pratique la Nef compte plus de 20 000 sociétaires. Elle propose plusieurs supports d'épargne pour lesquels elle invite l'épargnant à envisager le reversement de tout ou partie des intérêts perçus à une association. L'argent reçu en

38 <http://www.lanef.com/>

dépôt permet ensuite d'octroyer des prêts pour financer des projets à caractère social, environnemental ou culturel, sur la base d'un cahier des charges exigeant. L'intégralité des prêts accordés chaque année est publiée, avec un bref descriptif des projets correspondants, ce qui permet à chaque membre de la coopérative d'avoir une vision d'ensemble de l'activité de l'entreprise. Un comité d'éthique veille également à ce que les activités nouvelles proposées par la société respectent bien l'ambition affirmée par les sociétaires.

***L'organisation du territoire
qui économise le foncier
et réduit le besoin de transport***

La voiture est le mode de transport terrestre ayant l'efficacité énergétique par passager au kilomètre la plus faible. Avec le bâtiment, les transports forment la principale source d'émissions de gaz à effets de serre. Il est donc urgent de repenser l'aménagement du territoire de façon à limiter les besoins de transports (de marchandises et de personnes), puis de promouvoir les modes de déplacement alternatifs au transport routier (et *a fortiori* aérien).

Au delà des enjeux énergétiques et des coûts associés, l'urbanisation et la construction d'infrastructures de transport engendrent une artificialisation des terres au détriment des espaces agricoles et naturels. La destruction et la fragmentation des habitats naturels qui en résulte est une des premières causes de recul de la

biodiversité, à tel point que la maîtrise de l'étalement urbain et la restauration des continuités écologiques sont des priorités environnementales à présent reconnues.

La politique d'aménagement du territoire, et d'urbanisme en particulier, est donc un levier essentiel pour progresser dans la maîtrise de notre consommation foncière et la réduction de notre besoin de transport. Les modèles urbains de nos voisins, Suisses et Allemands par exemple, méritent notre attention. Plutôt que des métropoles, ils développent des réseaux de villes qui gardent une taille humaine. Pour le logement ils promeuvent davantage les formes de petit collectif de haute qualité que le modèle pavillonnaire. Dans une ville moyenne et relativement plus compacte, bien qu'aérée, il est évidemment plus facile de choisir un logement qui ne soit pas trop éloigné de son lieu de travail, de l'école des enfants, des commerces et des espaces de loisirs. Ce qui réduit d'autant notre besoin quotidien de transport et constitue tout à la fois une source importante d'économie et un gain de temps considérable.

Choisir le type et l'emplacement de notre logement est donc un élément essentiel au regard de notre besoin de transports. Il n'en reste pas moins vrai que l'organisation de nos déplacements dépend aussi de l'offre d'infrastructures piétonnières, cyclables, ferrées existant à proximité. A cet égard, le cas de Strasbourg mérite d'être évoqué. La mise en place du tramway s'y est accompagnée d'une volonté forte de réduire l'accès des automobiles au centre-ville, faisant une large place aux itinéraires

piétonniers et cyclables. Les liaisons ferroviaires avec les agglomérations environnantes ont également été confortées. Et le succès est au rendez-vous ! De multiples exemples de réalisations analogues en Allemagne, Suisse, Pays-Bas, Pays scandinaves confirment la pertinence d'une telle démarche dans des contextes géographiques et sociologiques variés ; il est donc possible, partant d'une forme urbaine donnée, d'y faire évoluer sensiblement les modes de déplacement. Tout doit donc être fait pour que les conseils municipaux et conseils d'agglomérations engagent de telles démarches.

Sans attendre, nous pouvons aussi agir à titre individuel sur nos choix de mode de transport. C'est beaucoup une question d'habitude et de volonté, et de nombreux trajets réguliers peuvent être réalisés à pied, à vélo ou en transports en communs. Ne nions cependant pas que la voiture est encore dans bien des cas difficilement remplaçable. Faisons donc *a minima* l'effort d'organiser notre emploi du temps pour ne pas multiplier les trajets et donc éviter, par exemple, d'aller trois fois au supermarché dans la même semaine. Adhérer à un dispositif de voitures en utilisation partagée ou participer à un réseau de covoiturage sont aussi des moyens de réduire le coût d'utilisation de la voiture, de réduire son impact environnemental, et d'en faire un élément de socialisation plutôt que d'isolement.

Plusieurs départements ont créé des aires de stationnement relais pour le covoiturage. Par ailleurs une dizaine de structures locales, réunies

au sein du réseau coopératif France Autopartage³⁹, proposent un service de voitures partagées dans les principales agglomérations françaises. Le principe est simple : ces voitures de location en libre-service peuvent être successivement utilisées par plusieurs personnes. Chaque abonné à ce service peut réserver à tout moment, par Internet ou téléphone, un véhicule qu'il récupère à une station près de chez lui. Il lui sera facturé un coût d'utilisation du véhicule fonction du temps d'utilisation et de la distance parcourue. L'avantage du dispositif pour l'utilisateur est de réduire significativement les coûts fixes (réduits à l'abonnement) par rapport à une voiture particulière (achat, assurance, entretien, garage). Pour la collectivité, il en résulte également des économies (réduction du nombre de voitures donc réduction de la pollution, du besoin de parkings,...). Le réseau souligne également, s'appuyant sur plusieurs études, que les utilisateurs de voitures en partage diminuent globalement leur usage de la voiture au profit de modes moins polluants.

Enfin, s'agissant de transports, il est évident que nous devons aussi questionner nos pratiques touristiques. En ayant à l'esprit qu'aller en avion passer la fin de semaine à Rome, à Dublin ou à Prague c'est une empreinte écologique qui explose en deux jours. Et qu'un voyage au bout du monde représente la même consommation qu'une voiture utilisée toute l'année pour des trajets domestiques.

39 <http://www.franceautopartage.com/>

L'immobilier solidaire anti-spéculation

La politique de l'habitat doit permettre de garantir un logement à chacun, tout en répondant aux exigences de mixité sociale, de haute performance énergétique et de limitation de l'étalement urbain. Face au manque d'ambition des pouvoirs publics dans ce domaine il semble intéressant de présenter ici le principe d'habitat groupé.

Les promoteurs de l'habitat groupé ont pour ambition de sortir de la logique de solutions individuelles pour le logement. Il s'agit donc de concevoir collectivement des logements groupés préfigurant des éco-quartiers, créant du lien social, intégrant du bâti écologique, mettant en commun certains moyens tout en respectant l'espace de vie privée des familles. Le Réseau Habitat Groupé⁴⁰ fonctionne comme un réseau ressource pour accompagner les personnes désireuses de s'engager dans cette voie.

Une forme originale d'accès à l'habitat groupé est la coopérative d'habitants, organisation répandue en Suisse, au Québec, en Norvège, etc. Il s'agit concrètement pour quelques personnes de se regrouper dans une coopérative, puis c'est la coopérative qui porte le projet immobilier et en devient propriétaire. Les coopérateurs louent alors leur logement à la coopérative, permettant à chacun d'en assumer le coût réel. Cette démarche permet un voisinage actif, solidaire et responsable puisque les coopérateurs participent directement à la conception du projet, les décisions étant prises

40 <http://www.habitatgroupe.org/>

collectivement sur le principe une personne / une voix. Le passage par la coopérative permet également la mutualisation des capacités d'endettement entre habitants, rendant possible l'accès des ménages modestes à la coopérative, et l'optimisation des coûts du fait de l'absence d'intermédiaire (promoteur immobilier). Les liens sociaux se prolongent par le choix de mutualiser certains espaces (buanderies, jardins...), tout en préservant l'espace privé que chacun juge nécessaire. Enfin, ces projets intègrent généralement une dimension écologique au travers de la réflexion sur l'implantation du projet (bonne desserte en transports en communs...), le choix des matériaux, de préférence sains et locaux, et sur l'utilisation d'énergie, optimisée et tournée vers le renouvelable ; il en résulte des économies à moyen terme.

En France, l'association lyonnaise Habicoop⁴¹ a pour objet d'accompagner et de structurer un réseau des coopératives d'habitants. La charte d'Habicoop prévoit, outre les principes pré-cités, que les coopératives refusent la spéculation. Concrètement, cela passe par la maîtrise du prix des parts sociales de la coopérative. En effet, lorsqu'un coopérateur est amené à quitter son logement, il ne revend pas le logement, mais bien ses parts sociales dans la coopérative. L'offre coopérative apparaît donc complémentaire des initiatives des secteurs publics et privés et permet de faciliter l'accès au logement et la mixité sociale malgré la spéculation immobilière et l'engorgement du parc de logement sociaux.

41 <http://www.habicoop.fr/>

La cité sans publicité

A l'heure où nous appelons à la frugalité pour réduire notre consommation de ressources naturelles, que penser de la publicité, qui cherche par définition à vendre davantage de biens et de services, allant jusqu'à créer de nouveaux besoins ? En particulier, les publicités pour l'avion, la voiture, le crédit à la consommation, les aliments gras, sucrés, carnés sont-elles acceptables alors que ces produits sont à l'origine de problèmes environnementaux, sociaux, sanitaires ? Poser la question, c'est déjà y répondre.

Nous sommes de plus en plus nombreux à exprimer notre souhait de ne plus être destinataires de publicité par voie postale, en affichant un message « stop publicité » sur notre boîte à lettres. Les auditeurs de Radio France et les téléspectateurs de France Télévisions sont davantage épargnés que ceux des médias privés. S'agissant de la presse écrite, quelques hebdomadaires (Le Canard Enchaîné, Charlie Hebdo,...) sont exclusivement financés par le produit de leur vente.

A l'instar de l'audiovisuel public, l'espace public de nos villes et campagnes doit être préservé de publicité. L'association Résistance à l'agression publicitaire⁴² rappelle que nous sommes en moyenne exposés à 3 000 messages publicitaires par jour. Elle souligne que ces messages tendent à établir un modèle que nous sommes tentés de reproduire, facteur de frustration voire de mise à

⁴² <http://www.antipub.org/>

l'écart sociale chez ceux qui ne peuvent s'y conformer, mais aussi *a contrario* de pathologies liées à la surconsommation. Elle rappelle également que la publicité est financée par le consommateur, qui verrait donc le prix des produits baisser d'autant que la publicité diminuerait.

Il est ici utile de signaler que des services, en apparence gratuits pour l'utilisateur, sont en fait assurés en contre partie de l'octroi de contrats publicitaires. C'est le cas de la plupart des systèmes de vélos en libre service (vélib', vélov',...) mais aussi des quotidiens gratuits, ou encore de nombreux services accessibles sur Internet. Ces services participent donc à l'entretien de ce système d'ensemble où l'homme ne saurait exister qu'en ce qu'il est un consommateur.

Les échanges non financiers

Chacun s'accorde à dénoncer aujourd'hui les dérives du système financier mondial qui, devenu opaque et incontrôlable même pour les spécialistes, a conduit à des prises de risques inconsidérés, à une spéculation outrancière, à l'entretien factice de la consommation grâce à l'endettement des ménages via les crédits à la consommation, et *in fine* à une belle dégringolade. Pour comprendre ces dérives, il est utile de revenir aux bases. Et à la base du système financier, l'organisation d'échanges traduits en termes monétaires.

Trois fonctions sont classiquement reconnues à la monnaie : elle fait office d'étalon pour mesurer la

valeur d'un bien ou d'un service, elle est un vecteur d'échange entre personnes et enfin, elle a un rôle de réserve dans le sens où elle peut être stockée en vue d'une utilisation différée. Mais dans chacune de ces fonctions, elle présente des limites :

- assimiler la valeur d'un service ou d'un bien à un prix est très réducteur dans le sens où le prix n'intègre pas, par exemple, de considérations affectives. Ainsi mon album photo n'a qu'une très faible valeur sur le plan monétaire mais une forte valeur sur le plan sentimental ;
- organiser les échanges sur la base de la monnaie, c'est les restreindre aux seules personnes qui ont de l'argent. Ainsi, si je perds mon emploi, et donc mon revenu, je suis progressivement mis à l'écart de la société, je suis marginalisé ;
- stocker de l'argent en vue d'une utilisation future, c'est à dire épargner. Mais l'argent ainsi stocké est indisponible pour les échanges, sauf à ce que l'épargne soit confiée à une structure qui s'en sert pour elle-même tout en promettant de la rendre en cas de demande (ce qui suppose donc qu'elle ne prenne pas de risques démesurés, au contraire des systèmes spéculatifs à l'origine de la crise actuelle).

Les promoteurs des systèmes d'échanges locaux (SEL)⁴³ cherchent à construire des systèmes d'échanges plus satisfaisants que le système monétaire. Ils veulent notamment répondre à la

43 <http://www.selidaire.org/>

mauvaise valorisation du temps disponible, par exemple celui des chômeurs, ainsi qu'au poids exorbitant de la spéculation financière. Pour cela ils organisent les échanges sur la base de leur propre unité de mesure. Généralement les échanges entre membres sont organisés sur la base d'une conception objective de la valeur : pour les SEL qui promeuvent la solidarité et le lien social par exemple, une heure d'échange vaut une heure, que l'on accomplisse une tâche qualifiée ou non. Une heure de nettoyage vaut donc une heure de cours de physique quantique. La monnaie des SEL est limitée à sa fonction d'unité de mesure et d'unité d'échange, sans remplir la fonction d'épargne. De multiples formes de SEL existent, aussi bien en Amérique (du Nord, du Sud) qu'au Japon et en Europe. En France, on en dénombrait près de 300, regroupant plus de 20 000 personnes. La justice a reconnu que, dans la mesure où ces organisations promeuvent des systèmes d'entraide et non des pratiques professionnelles, les échanges ne sont soumis ni à la TVA ni à l'impôt.

Ces expériences de systèmes d'échange locaux illustrent la possibilité d'échanger des biens et des services dans un cadre non financier, établissant d'autres rapports au travail, au temps et facilitant des rapports sociaux.

Les logiciels libres et la propriété intellectuelle

De la même façon que la monnaie peut limiter les échanges en excluant certaines populations, les

restrictions d'utilisation liées à certains produits réduisent la richesse que l'humanité pourrait globalement en tirer. C'est la position que défendent, notamment, les promoteurs des logiciels libres. Pour eux, les logiciels ne doivent pas avoir de propriétaire.

Le fondateur du mouvement, Richard Stallmann, illustre son raisonnement par une métaphore culinaire. Selon le principe du libre, nous avons obtenu légalement une recette et nous avons le droit de l'utiliser, de la diffuser et de la modifier. Selon le principe du non-libre, nous n'avons pas accès à la recette, mais uniquement au gâteau déjà fait, nous ne pouvons le manger que dans une seule cuisine, et personne d'autre que nous ne peut en manger. Même si la recette est fournie avec le gâteau, toute copie ou modification est interdite. Pourtant partager la recette ne peut être que bénéfique puisque cela ne génère aucune perte et qu'au contraire si nous partageons la recette nous pourrions profiter des améliorations qui lui seront apportées.

Le créateur de Linux, Linus Torvalds, ne s'exprime pas, lui, sur la portée politique des logiciels libres mais il met en avant l'efficacité de la coopération qu'ils permettent, à l'instar de la coopération scientifique rendue possible par les publications des travaux de recherche. Ce partage permet de faire collectivement progresser la connaissance.

Le développement des logiciels libres repose, paradoxalement, sur une exploitation inversée du droit d'auteur (d'où le jeu de mot « gauche

d'auteur », ou *copyleft*) : le créateur d'un logiciel libre utilise son droit d'auteur pour ouvrir, et non restreindre, les conditions d'utilisation. En fait, il impose par licence à tout utilisateur de respecter à son tour les « principes du libre » s'il diffuse des copies ou des versions modifiées du logiciel. Ces principes sont, pour la fondation pour le logiciel libre (FSF)⁴⁴ :

- la liberté d'exécuter le programme ;
- la liberté d'étudier le fonctionnement du programme (ce qui suppose l'accès au code source) ;
- la liberté de distribuer des copies (y compris en les vendant) ;
- la liberté d'améliorer les copies et de publier ces améliorations.

Ont été développés sur ces principes des systèmes d'exploitation (dont GNU Linux) et de nombreux logiciels dont le serveur Http Apache, le navigateur Mozilla Firefox, la suite bureautique OpenOffice, le lecteur multimédia VLC, le logiciel de retouche d'image GIMP, le gestionnaire de base de données MySQL, la plate-forme de statistique R. C'est aussi sur cette base que s'est développé le projet Wikipedia⁴⁵, encyclopédie collaborative fondée sur la base logicielle de MediaWiki, de type logiciel libre. Enfin, des licences artistiques se développent qui permettent aux auteurs de faciliter la réutilisation de leurs créations. Des sites de téléchargement permettent ainsi d'accéder à de la

⁴⁴ <http://www.fsf.org/>

Voir également *Les principes du logiciel libre selon Debian*.

⁴⁵ <http://fr.wikipedia.org/>

musique libre et des festivals du libre⁴⁶ se développent.

Les promoteurs du « libre » réalisent ou utilisent donc des œuvres, des produits fondés sur la collaboration, l'entraide, le partage et la mutualisation. Avoir recours aux produits libres de droit, c'est donc reconnaître l'utilité sociale d'un travail, souvent collectif, sans qu'il soit systématiquement nécessaire de concrétiser cette reconnaissance par une rémunération financière. C'est également s'extraire de la domination des deux géants de l'informatique que sont Microsoft et Apple, en pleine cohérence avec la doctrine libérale qui pose qu'un système économique efficace nécessite une concurrence effective entre acteurs économiques et s'oppose donc à la concentration du pouvoir.

46 <http://artischaud.org/>

Choisir notre avenir

Il est urgent de mettre fin à l'inférieure spirale déclassante dans laquelle nos sociétés semblent embarquées. Au risque sinon de voire s'accroître encore les tensions communautaires. Et nous sommes en capacité de nous en sortir, par nous-mêmes, sans attendre !

Il est pour cela nécessaire d'admettre que le libre-échange ne peut fonctionner que dans l'hypothèse de parfaite correspondance des droits démocratiques, sociaux et environnementaux des pays mis en concurrence, ce qui n'est évidemment pas le cas.

Tirons-en la conséquence et faisons en sorte de progresser dans ce sens. Certains parleront pour cela de protectionnisme, d'autres de préférence communautaire. Moi, je parlerai d'un niveau d'exigence démocratique, sociale et environnementale non négociable, seul à même de tirer la mondialisation vers le haut. Restreindre l'accès à notre marché est pour cela une étape qui me paraît nécessaire. Mais la finalité ne doit pas être perdue de vue. Car il ne s'agit pas de nous refermer sur nous-mêmes mais de nous ouvrir à tous ceux qui partagent l'ambition d'une planète sur laquelle chacun ait accès à la démocratie, accès à des droits sociaux dignes de ce nom, accès à un environnement préservé. Il ne s'agit donc pas tant de nous protéger que de mettre fin à notre exploitation historique de la misère du monde, exploitation que nous feignons de ne pas voir et qui, dans un monde libéralisé, tend à nous aspirer

vers le bas. Il s'agit au contraire d'accepter de payer le prix correspondant à nos exigences de démocratie, de bien être social, de préservation des ressources naturelles, quitte à revoir quelque peu notre train de vie. En montrant que nous savons être responsables et en offrant un partenariat à tous ceux qui voudront suivre le même chemin nous proposerons un nouvel ordre mondial, dans l'intérêt de l'ensemble des peuples d'aujourd'hui et des générations à venir.

Il s'agit bien, au final, de redonner aux peuples du monde la possibilité de maîtriser leur avenir social, économique et écologique. C'est assurément la meilleure arme contre les replis identitaires. C'est le meilleur atout pour préserver la possibilité d'un avenir démocratique.

Cette transition, mon optimisme m'invite à considérer que nous l'avons déjà engagée à bien des égards. Nous savons que notre modèle, loin d'être soutenable sur les plans économique et social, ne l'est pas non plus sur le plan environnemental. Mais nous nous prenons en main et voilà que surgissent, un peu partout, des initiatives de protection de l'environnement, des propositions de commerce plus équitable, de nouveaux réseaux d'entraide, des plates-formes pour l'échange et la création en commun. Nous tissons de nouveaux liens entre producteurs et consommateurs, nous développons la consommation de productions locales, pourvoyeuses d'emploi et compatibles avec la protection des ressources naturelles. Nous organisons l'émergence de nouveaux acteurs économiques, encore

peu visibles, mais qui sont là, dans le domaine de la banque solidaire, de l'énergie citoyenne, de l'habitat.

Un autre modèle sociétal se dessine, plus humain, plus solidaire, plus écologique. Ce nouvel espace de liberté et d'innovation se développe dans le creux d'un système économique ultra-libéral en décrépitude. Pour qu'il puisse s'y substituer il faut que nous prenions collectivement conscience que ce changement est possible. Un changement dans lequel nous devons pouvoir nous retrouver, femmes et hommes, quelles que soient nos convictions politiques, quelles que soient nos origines, quelles que soient nos croyances. Mais un changement qui nécessite de dépasser nos intérêts à court terme et de remettre en cause la position dominante d'acteurs économiques puissants.

Il nous faut, pour y parvenir, renforcer notre démocratie. Et pour cela, redonner leur indépendance au Parlement, à la Justice. Éviter la concentration du pouvoir économique dans les mains de quelques grands groupes. Et rénover notre représentation politique en sachant donner notre confiance à des femmes et des hommes armés de courage, qui sauront affronter les *lobbies* et prendre la hauteur nécessaire pour arbitrer chaque jour en tenant compte de l'intérêt général et du long terme.

La question essentielle pour permettre l'avènement d'une nouvelle société est bien celle-là : qui décide ? En fonction de quel objectif ? Quelques

dirigeants économiques peuvent-ils décider de l'avenir du monde ? Ou les peuples du monde sont-ils en capacité de définir un projet porteur d'avenir, puis les règles économiques qui serviront ce projet ? Manifestement nous marchons à l'envers depuis trop longtemps. Alors réagissons ! Changeons nos pratiques individuelles, ré-investissons le champ de l'action publique et remettons la politique dans le bon sens.

Table des matières

Introduction.....	p7
Reconnaître quelques évidences économiques.....	p13
Refuser le déclassement, organiser la poursuite du progrès humain.....	p17
Remettre en cause cette concurrence imposée et inégale appelée libre-échange.....	p23
Reconquérir une part d'indépendance économique.....	p29
Porter ce projet résolument européen dans le dialogue avec les autres régions du monde.....	p39
Privilégier à l'objectif de croissance une production et une consommation compatibles avec la préservation des acquis sociaux et de la fonctionnalité des écosystèmes.....	p47
Manifester dès maintenant notre volonté dans nos choix de consommation et nos votes.....	p57
<i>La consommation sobre et écologique.....</i>	<i>p60</i>
<i>L'énergie renouvelable à proximité.....</i>	<i>p64</i>
<i>La banque éthique.....</i>	<i>p66</i>
<i>L'organisation du territoire qui économise le foncier et réduit le besoin de transport.....</i>	<i>p68</i>
<i>L'immobilier solidaire anti-spéculation.....</i>	<i>p72</i>
<i>La cité sans publicité.....</i>	<i>p74</i>
<i>Les échanges non financiers.....</i>	<i>p75</i>
<i>Les logiciels libres et la propriété intellectuelle.....</i>	<i>p77</i>
Conclusion : choisir notre avenir.....	p81

Alors que la société française s'enfonce dans les crises, la mise en réseau d'initiatives citoyennes permet d'esquisser les contours d'un nouveau modèle sociétal, plus humain, plus solidaire, plus écologique. Ce nouvel espace de liberté et d'innovation se développe dans le creux d'un système économique ultra-libéral en décrépitude. Pour qu'il puisse s'y substituer nous devons prendre collectivement conscience que le changement est possible.

Cet ouvrage est donc une invitation à la réflexion sur les valeurs qui guident nos choix quotidiens de citoyens et de consommateurs. Il pointe à la fois nos marges de manœuvre et notre responsabilité lorsqu'il s'agit de mettre en cohérence nos actes avec nos idéaux. Pour progresser sur la voie d'une autre mondialisation, fondée sur le respect et le partenariat entre les peuples, il appelle à réhabiliter l'action collective et remettre la politique dans le bon sens.